

EMIRATS ARABES UNIS

Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique
conjointe présidée par
SAR la Princesse Astrid,
Représentante de SM le Roi
21 > 27 mars 2015



agence pour le
commerce extérieur

PRÉFACE

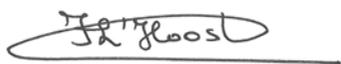
"We, in the UAE, have no such word as "impossible"; it does not exist in our lexicon. Such a word is used by the lazy and the weak, who fear challenges and progress. When one doubts his potential and capabilities as well as his confidence, he will lose the compass that leads him to success and excellence, thus failing to achieve his goal. I require you, youth, to insist on number one."

Ces mots du chef du gouvernement émirati, le Sheik Mohammed Bin Rashid Al-Maktoum, traduisent la volonté du pays d'aller de l'avant et sa ferme détermination à relever les défis futurs.

En 40 années d'indépendance, la gestion intelligente des ressources pétrolière et gazière et la priorité octroyée à la diversification de ses activités économiques ont permis aux Emirats arabes unis d'afficher un développement impressionnant. Ils sont aujourd'hui devenus un pays prospère et dynamique.

Résolument ouverte à l'international, cette fédération de sept émirats compte parmi les marchés les plus actifs en termes de commerce extérieur. Bénéficiant en outre d'une stabilité politique au cœur d'une région en ébullition, le pays attire des capitaux étrangers croissants grâce à un cadre d'investissement séduisant.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux, l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade, organise cette mission princière. Nous sommes convaincus que celle-ci constituera pour nos entreprises une excellente occasion de faire preuve de leur savoir-faire et de révéler leurs atouts sur le marché émirati.



Fabienne L'Hoost

Directeur général adjoint



Marc Bogaerts

Directeur général



EXECUTIVE SUMMARY

Deuxième économie du GCC (Conseil de coopération des pays du golfe), les Emirats arabes unis affichent un PIB supérieur à 400 milliards d'USD, soit près de 51.000 USD par habitant, un pouvoir d'achat équivalent à celui de l'Europe occidentale.

En 2014, la croissance s'élevait à 4,6 %; elle devrait présenter une moyenne sensiblement inférieure dans les prochaines années. Parmi les sept émirats de la fédération, ceux d'Abu Dhabi et de Dubaï génèrent conjointement la presque totalité de la richesse.

Comme dans la plupart des pays voisins, le secteur des hydrocarbures est prédominant, représentant 39,1 % du PIB. Les EAU ont cependant opté d'emblée pour une politique de diversification poussée et jouissent actuellement d'un des profils économiques les plus complets du Moyen-Orient.

L'inflation émiratie poursuit une tendance ascendante et affiche son plus haut niveau depuis 5 ans. A l'instar de l'EIBOR, les taux d'intérêt connaissent le sort inverse, subissant une diminution expliquée par la politique monétaire accommodante de la Federal Reserve. Depuis 1978, le dirham des EAU est adossé au billet vert, selon un régime de parité fixe. Les dépenses courantes et d'investissement des EAU sont de plus en plus conséquentes, érodant progressivement le surplus budgétaire. La dette publique avoisine quant à elle les 51 % du PIB.

La balance commerciale de la fédération présente un excédent structurel stable (31 % du PIB en 2014). Troisième vendeur mondial d'or noir, le pays doit au pétrole brut la moitié de ses revenus d'exportation. Le Japon et l'Inde sont ses principaux clients, tandis que l'Union européenne arrive largement en tête des fournisseurs.

Les EAU jouissent d'un environnement fiscal attractif, comme en témoignent les afflux croissants de capitaux étrangers entrants. Le Royaume-Uni, l'Inde et la France occupent le podium des inves-

tisseurs. Nation du monde arabe la mieux cotée, la fédération figure au 12^e rang du classement des pays les plus compétitifs.

La deuxième partie de l'étude analyse trois secteurs parmi les plus riches en opportunités pour nos entreprises : le gaz et le pétrole, les cleantech ainsi que la construction.

Tout d'abord, à l'origine de 80 % des recettes gouvernementales, les hydrocarbures ont encore de beaux jours devant eux aux EAU. 8^e producteur mondial de pétrole, le pays en est également le 7^e consommateur par tête. Pionnier en matière de commercialisation de LNG, il est l'un des leaders mondiaux dans l'utilisation de gaz naturel dans les techniques EOR (enhanced oil recovery).

Ensuite, le secteur des cleantech fait face à des défis de taille. La demande interne en eau et en électricité progresse en effet sans relâche. Afin de réserver les ressources hydrocarbures aux exportations, les EAU se tournent vers des solutions énergétiques plus propres pour assurer la production électrique et le dessalement de l'eau : le nucléaire et les énergies renouvelables.

Enfin, l'attribution de l'exposition universelle de 2020 à Dubaï a accentué l'engouement des secteurs public comme privé pour la construction. Les chantiers se multiplient dans le pays, aussi bien dans l'immobilier résidentiel et touristique que dans la modernisation des infrastructures de transport. La valeur des projets en cours et futurs dépasse actuellement les 550 milliards d'USD.

Après quelques données d'ordre général (section 1) et l'analyse des principaux indicateurs macroéconomiques (section 2), nous étudierons les trois secteurs d'activité précités (section 3). Nous évoquerons enfin quelques réussites récentes d'entreprises belges aux EAU (section 4).

© www.emiratesyoo.com



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	3
EXECUTIVE SUMMARY	5
1. DONNÉES GÉNÉRALES	8
2. DONNÉES ÉCONOMIQUES	12
2.1 INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1 PIB	14
2.1.2 Inflation	17
2.1.3 Taux d'intérêt	18
2.1.4 Taux de change	19
2.1.5 Dette publique	20
2.2. COLLABORATION INTERNATIONALE	22
2.3. COMMERCE EXTÉRIEUR	23
2.4 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	26
2.5 APPRÉCIATION DU RISQUE	29
2.5.1 Appréciation du risque selon Le Groupe Credendo	29
2.5.2 Autres indicateurs de risque	30
3. APPROCHE SECTORIELLE	32
3.1 HYDROCARBURES	34
3.1.1 Pétrole	34
3.1.2 Gaz	36
3.2 CLEANTECH	39
3.3 CONSTRUCTION	42
4. RÉUSSITES RÉCENTES	46
BESIX	48
DUI GLOBAL	49
OTN SYSTEMS	50
5. SOURCES	52



A large, modern white mosque with a tall, slender minaret and a large dome. The building is reflected in a pool of water in the foreground. The sky is clear blue. A group of people is visible near the entrance of the mosque.

1

DONNÉES GÉNÉRALES

La fédération des Emirats arabes unis (EAU) est constituée de sept émirats: Abu Dhabi, Ajman, Dubaï, Fujairah, Sharjah, Umm Al-Quaiwain et Ras Al-Khaimah. La ville d'Abu Dhabi en est la capitale. Les EAU sont indépendants du Royaume-Uni depuis 1971. Les partis politiques et le suffrage universel n'y existent pas.

La plus haute autorité politique est le « Supreme Federal Council » (SFC), composé des dirigeants ou « sheiks » des sept émirats. Parmi eux sont élus le président, le vice-président et le gouvernement. Les dirigeants des deux émirats les plus riches, Abu Dhabi et Dubaï, bénéficient d'un droit de veto.

Le président actuel est Khalifa Bin Zayid Al-Nuhayyan (depuis 2004), le dirigeant d'Abu Dhabi, alors que les fonctions de vice-président et de Premier Ministre sont remplies par Mohammad Bin Rashid Al-Maktoum (depuis 2006), dirigeant de Dubaï.

Les différents émirats gèrent de manière autonome la plupart des questions intérieures. La politique générale, les affaires étrangères, la défense et les finances sont de la compétence de la fédération.

POPULATION

- ◆ La population est relativement jeune et en croissance. Elle était estimée en 2013 à 5,6 millions d'habitants (source: CIA World Factbook).
- ◆ Près de 85 % vit en zone urbaine. Les principaux émirats sont Abu Dhabi (942.000 habitants), Dubaï (1,9 million) et Sharaj (938.000).
- ◆ La population est composée de différents groupes ethniques. Les Emiratis en représentent 13 % et les étrangers 87 %, dont 58 % de Sud-asiatiques, 17 % d'autres Asiatiques et 8,5 % d'Européens de l'Ouest.
- ◆ L'âge moyen est de 30,3 ans. L'espérance de vie pour les femmes est de 79,83 ans et pour

les hommes de 74,49 ans. 20,7 % de la population a moins de 15 ans, alors que 75,2 % des habitants ont entre 15 et 54 ans. Seulement 4,1 % ont plus de 54 ans. Le taux d'alphabétisation atteint 90 %.

- ◆ La proportion hommes-femmes s'élève à 2,19:1, ce qui signifie que l'on recense 2.190 hommes pour 1.000 femmes.

LANGUE

L'arabe est la langue officielle, alors que l'anglais est la plus utilisée dans le monde des affaires. Au sein des différentes communautés expatriées, on parle également l'urdu, le tagalog, le farsi et l'hindi.

RELIGION

Les Emiratis et la majorité des expatriés sont musulmans (85 % sunnites et 15 % chiites). Bien qu'il n'y ait pas de chiffres officiels, 55 % des étrangers adhèrent à l'Islam, 25 % sont hindous, 10 % chrétiens, 5 % bouddhistes et 5 % pratiquent une autre religion.

SITUATION

Les EAU se situent au Moyen-Orient, entre Oman et l'Arabie saoudite. Bordant à la fois le golfe d'Oman et le golfe Persique, ils bénéficient d'un emplacement stratégique au sud du détroit d'Ormuz, un point de transit crucial pour le pétrole brut.

SUPERFICIE

La superficie totale des EAU atteint 82.880 km², soit 2,5 fois celle de la Belgique.

CLIMAT

Le climat est agréable de novembre à avril avec des soirées fraîches. La température varie à cette période de 15° à 25°. Au cours de l'été, de mai à octobre, le thermomètre peut grimper jusqu'à 45°-50° (pics attendus en juillet et août) et le taux

d'humidité jusqu'à 95 %. Lors de la saison froide, le risque de pluie augmente. Les EAU sont une zone désertique à 80 %.

RESSOURCES NATURELLES

La fédération dispose de pétrole et de gaz naturel.

FUSEAU HORAIRE

Le pays se situe dans le fuseau horaire GMT + 04:00.

MONNAIE

La monnaie nationale est le dirham des Emirats arabes unis (AED). Il affiche un taux fixe par rapport au dollar américain (1 USD = 3,673 AED). Le 30 janvier 2015, 1 EUR valait 4,4125 AED (voir 2.1.4. Taux de change).



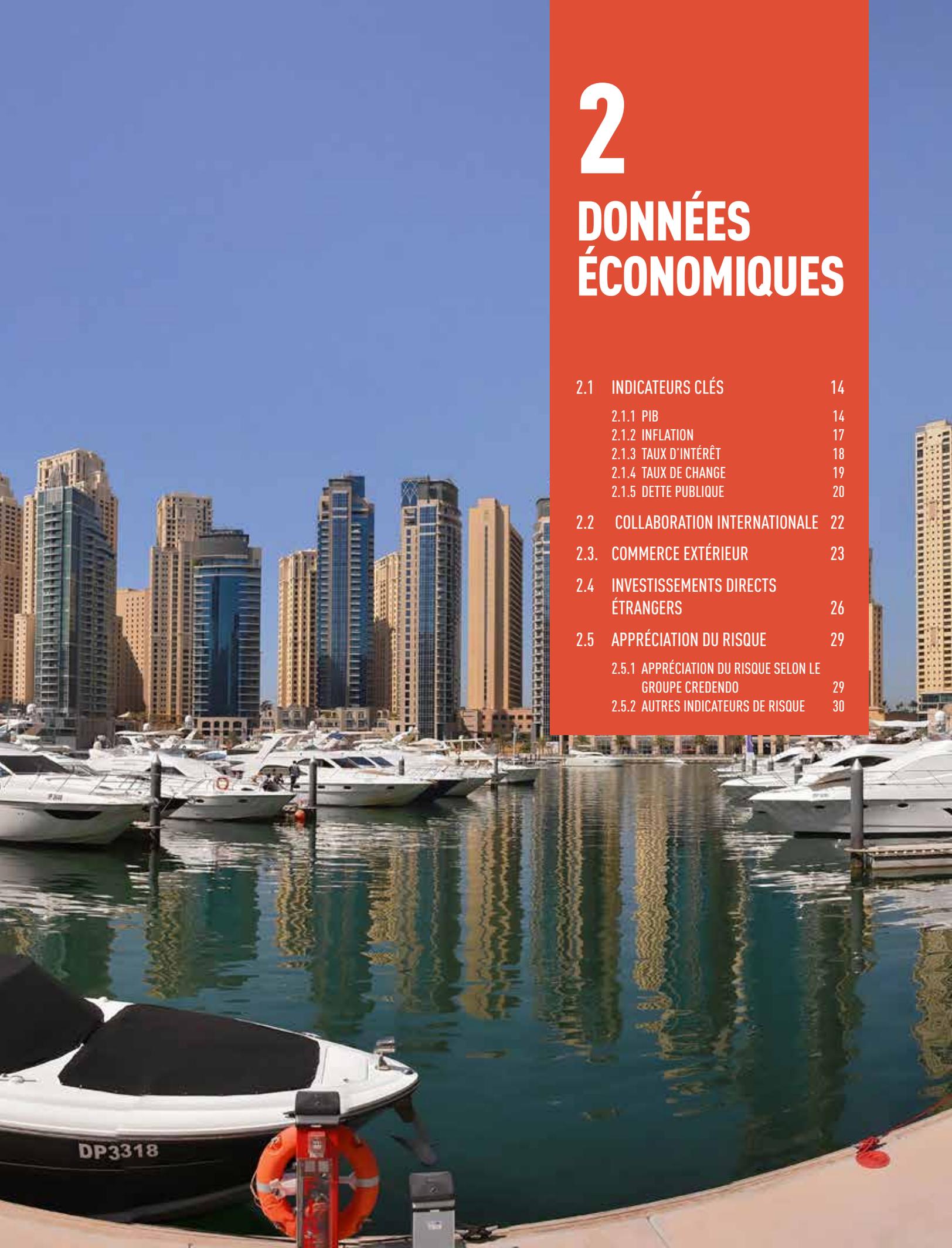
Дубай Авиация Лавда



2

DONNÉES ÉCONOMIQUES

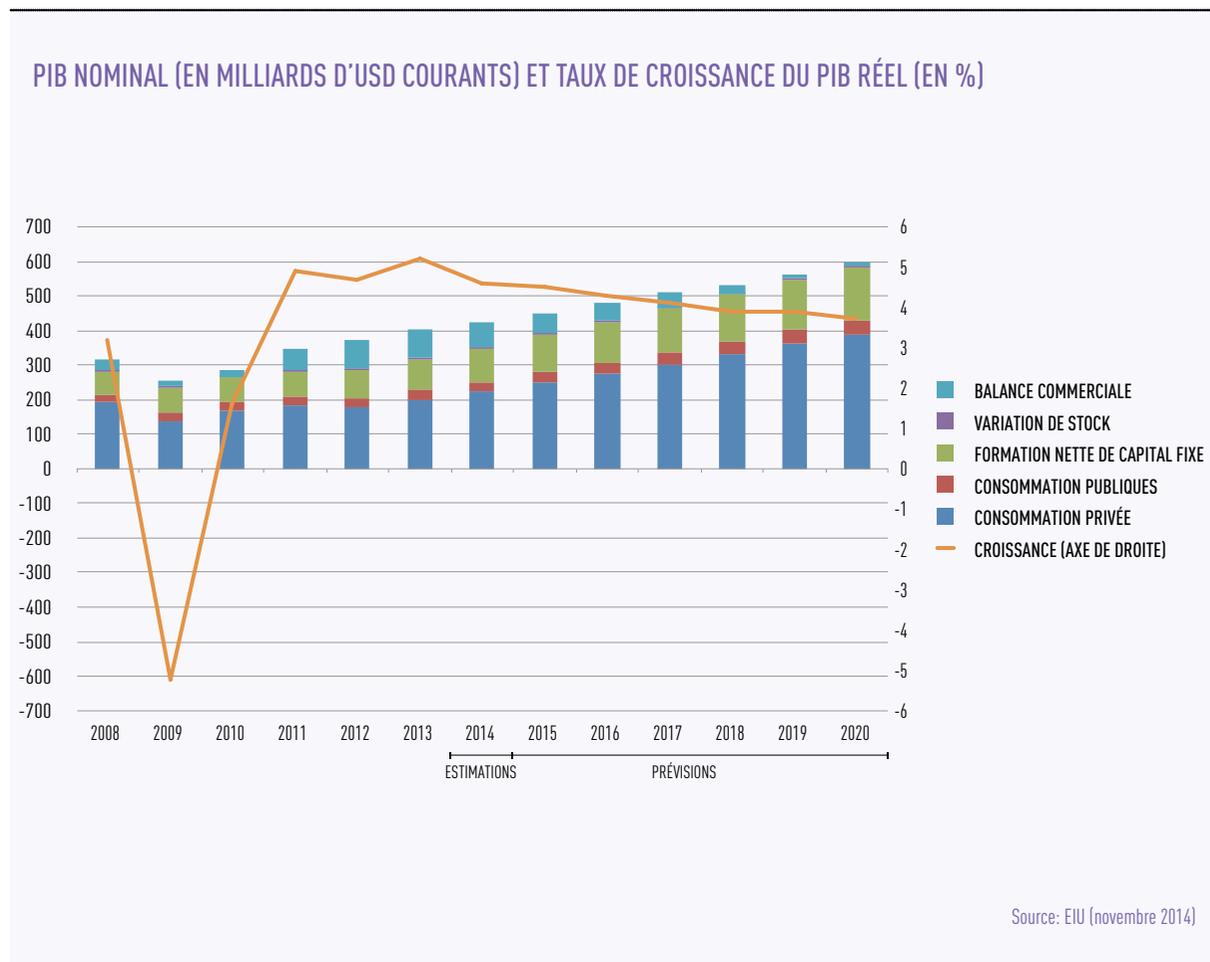
2.1	INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1	PIB	14
2.1.2	INFLATION	17
2.1.3	TAUX D'INTÉRÊT	18
2.1.4	TAUX DE CHANGE	19
2.1.5	DETTE PUBLIQUE	20
2.2	COLLABORATION INTERNATIONALE	22
2.3	COMMERCE EXTÉRIEUR	23
2.4	INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	26
2.5	APPRÉCIATION DU RISQUE	29
2.5.1	APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO	29
2.5.2	AUTRES INDICATEURS DE RISQUE	30



2.1 INDICATEURS CLÉS

2.1.1 PIB

Le PIB est l'indicateur numéro un pour évaluer la santé économique d'un pays.



En 2013, le produit intérieur brut nominal aux prix du marché a atteint 402,285 milliards d'USD ou 50.755 USD par tête, selon The Economist Intelligence Unit (EIU). Sur base des dernières estimations disponibles, le PIB 2014 devrait grimper à 424,747 milliards d'USD.

Les Emirats arabes unis sont la 2^e plus grande économie au sein du Conseil de coopération des

Etats du Golfe (GCC ou Gulf Cooperation Council), après l'Arabie saoudite. Le pouvoir d'achat de la fédération avoisine celui des pays de l'Europe occidentale.

L'émirat d'Abu Dhabi représente 65 % du PIB total, alors que celui de Dubaï génère 30 % de la richesse du pays. Ceux du Nord s'octroient les 5 % restants.

“The UAE’s GDP is forecasted to grow by 4.6% this year. This increase will be driven primarily by the non-oil sector, particularly the private non-oil sector, as fiscal stimulus is gradually scaled down in an attempt to consolidate the fiscal position. With oil-related growth expected to be 1.8% and non-oil growth 5.9%”.

Ernst & Young
Septembre 2014

La baisse de croissance subie en 2009 s’explique par la crise économique et financière mondiale. La reprise rapide est attribuée aux prix pétroliers élevés.

En 2013, la croissance réelle a atteint 5,20 %. Pour la période 2014-2018, l’EIU annonce une moyenne annuelle de 4,28 %. L’optimisme de ces prévisions s’explique par la combinaison de trois facteurs: une demande interne soutenue, des dépenses d’investissement en hausse et un secteur pétrolier florissant, à pondérer par la forte chute du prix du pétrole.

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

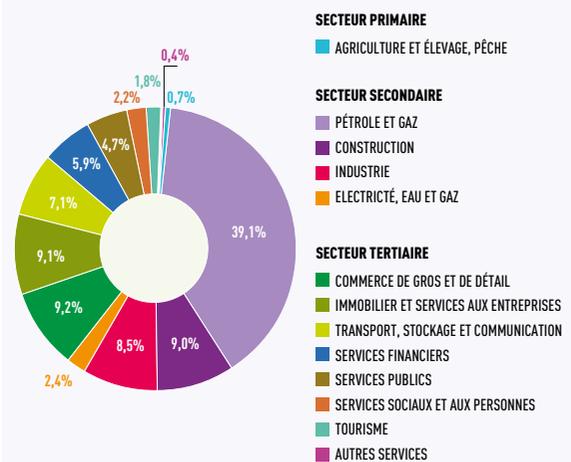
Suite à la découverte de pétrole et de gaz il y a plus de 30 ans, le pays a subi une profonde métamorphose. Le statut des EAU a évolué de région désertique défavorisée à un état moderne avec un niveau de vie élevé.

Comme dans la plupart des pays du Golfe, le secteur dominant est celui des hydrocarbures. En 2013, il est à l’origine de 39,1 % du PIB.

Contrairement à leurs voisins, les EAU ont cependant rapidement opté pour une stratégie ambitieuse plaçant la diversification économique au centre de leurs préoccupations. La priorité est donnée aux secteurs alternatifs tels que le tourisme, les médias, la logistique, la finance et les services commerciaux, ainsi qu’à l’élargissement de l’activité industrielle. **La fédération affiche aujourd’hui l’une des économies les plus diversifiées du Moyen-Orient.**

Selon un récent rapport publié par Ernst & Young, la croissance du PIB générée en 2014 par le secteur non pétrolier aux EAU dépasserait une nouvelle fois la contribution du secteur pétrolier.

COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB 2013 (EN %)



Source : Bureau national des Statistiques (novembre 2014)

CROISSANCE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2013 (EN %)

Agriculture, élevage et pêche	1,20 %
Pétrole et gaz	4,80 %
Construction	3,80 %
Industrie	1,90 %
Electricité, eau et gaz	5,40 %
Commerce de gros et de détail	2,40 %
Immobilier et services aux entreprises	8,70 %
Transport, stockage et communication	7,30 %
Services financiers	8,80 %
Services publics	9,90 %
Services sociaux et aux personnes	6,10 %
Tourisme	6,60 %
Autres services	0,80 %

Source: Bureau national des Statistiques (novembre 2014)

Secteur primaire

Ce secteur comprend toutes les activités d'exploitation de ressources naturelles comme l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Le secteur primaire est négligeable en termes de génération de PIB (0,70 %). Les EAU ne disposent en effet d'aucune ressource naturelle intéressante à exploiter et la surface disponible pour l'agriculture est limitée (0,61 % du territoire).

Secteur secondaire

Le secteur secondaire englobe les activités qui ont pour objectif la transformation d'une ressource naturelle en un produit fini. Il représente 59 % du PIB et peut être scindé en deux catégories.

1. Pétrole et gaz

La production de pétrole et de gaz représente 39,1 % du PIB. Au fil des ans, son importance a diminué de façon drastique, passant de 63 % en 1980 à 46 % en 1990 et à moins de 40 % actuellement. En 2013, elle a connu une croissance de 4,8 %.

Les EAU bénéficient de gigantesques réserves de pétrole et de gaz. Selon les estimations du Oil & Gas Journal, ils disposent actuellement de plus de 97,8 milliards de barils, soit la 7^e réserve de pétrole au monde (6 % du total). La majeure partie se situe à Abu Dhabi (environ 94 %) alors que Dubaï possède 4 milliards de barils. Le solde est localisé dans les émirats de Sharjah et Ras Al-Khaimah.

Les réserves de gaz sont estimées à 215 Tcf (billions de pieds cubes), ce qui équivaut à la 7^e place dans le classement mondial (5 % du total). Ce niveau garantit 81 années de production à rythme de production équivalent.

2. Secteur hors hydrocarbures

Les activités hors hydrocarbures comportent la construction (9 % du PIB), l'industrie (8,5 %), ainsi que l'eau, l'électricité et le gaz (2,4 %). Conjointement, elles représentent 19,9 % du PIB.

Le secteur de la construction a connu ces dernières années de nouvelles avancées, enregistrant une progression de 3,8 % en 2013. Cette évolution devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2015. Dans le cadre de l'exposition universelle « Expo 2020 » qui se tiendra à Dubaï, les autorités ont annoncé l'achèvement d'un certain nombre de chantiers bloqués et ont présenté une série de nouveaux grands projets de développement. En outre, ils ont promis davantage d'investissements dans les infrastructures sociales. Le secteur de la construction est dominé par les activités dans les émirats d'Abu Dhabi et de Dubaï.

L'industrie, quant à elle, a affiché en 2013 une croissance de 1,9 %. Les branches les plus importantes sont la métallurgie, la chimie, le bois, l'alimentaire et les boissons, le papier, le textile ainsi que les mines et la pétrochimie. Dubaï se spécialise dans les industries légères alors qu'Abu Dhabi, qui dispose d'énergie bon marché, se focalise sur les industries plus lourdes. Les investissements sont dopés par l'ouverture de plusieurs zones de libre-échange (FTZ).

La distribution d'électricité, eau et gaz a connu en 2013 une augmentation de 5,4 %, stimulée par la croissance démographique et industrielle.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire peut être défini comme celui des services. Il est essentiel pour l'économie nationale, représentant 40 % du PIB et plus de 70 % des emplois.

En 2013, tous ses sous-secteurs ont enregistré une progression, avec en tête, les services publics (+9,9 %), suivis par les services financiers (+8,8 %), l'immobilier et les services aux entreprises (+8,7 %), le transport, le stockage et la communication (+7,3 %) et, enfin, le tourisme (+6,6 %).

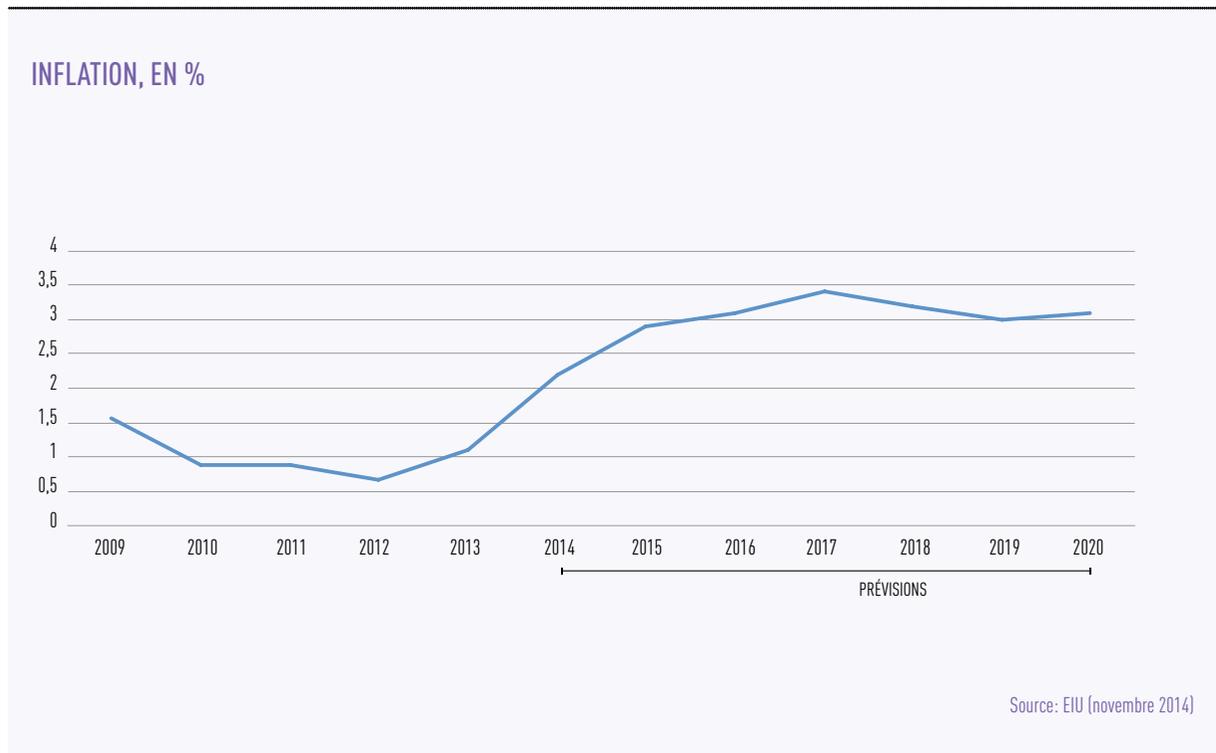
Le secteur des services est devenu le plus important en termes de PIB. Il génèrait environ un 1/5^e de la richesse nationale en 1975, alors qu'aujourd'hui cette proportion a doublé. Depuis 1993, sa contribution est plus importante que celle du pétrole et du gaz.

Cette évolution a été soutenue par l'ouverture de zones de libre-échange, qui a mené à une progression rapide, non seulement des activités commerciales de gros et de détail (composante la plus importante des services, à raison de 9,2 % du PIB), mais également de la branche logistique (7,1 % du PIB).

Par ailleurs, l'instauration de zones franches financières (financial free zones) a eu un impact considérable : les EAU sont devenus la première place financière de la région.

L'émirat de Dubaï, centre de gravité du secteur des services, génère près de la moitié des revenus. Celui d'Abu Dhabi en représente environ 40 %.

2.1.2 INFLATION



L'inflation se base sur un mix de prix à la consommation. Celui-ci reflète l'évolution des prix d'un panier standard de biens et de services achetés par les ménagers. Aux EAU, les catégories les plus importantes sont les suivantes:

- ◆ Logement (39 %)
- ◆ Alimentation et boissons (13,9 %)
- ◆ Transport (9,9 %)
- ◆ Textile, vêtements et chaussures (7 %)
- ◆ Communication (6,9 %)
- ◆ Biens et services divers (5 %)

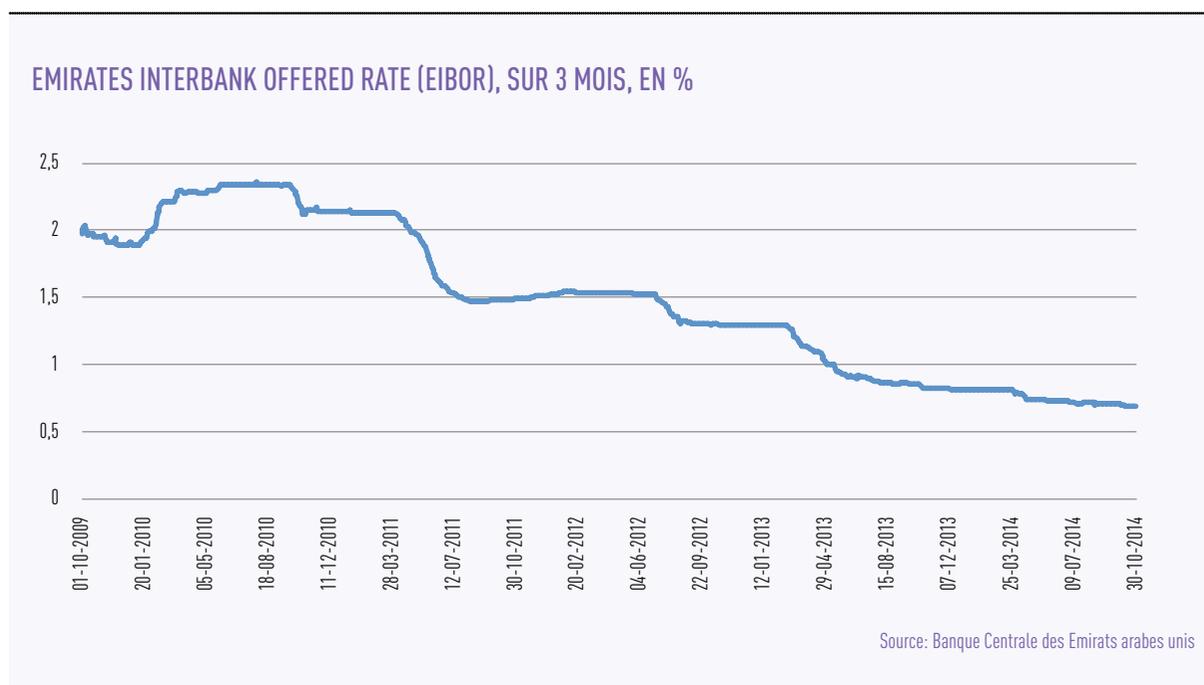
L'inflation est calculée en observant l'évolution de l'indice sur une période en comparaison avec la valeur du même indice pendant la période de référence.

L'évolution de l'indice des prix à la consommation est passée de 1,4 % les trois derniers mois de 2013 à 1,7 % au premier trimestre 2014 et ensuite à 2,1 % au second semestre. La moyenne de 2013 s'élevait à 1,1 %.

Selon le rapport le plus récent du Bureau national des Statistiques (NBS), l'inflation attendrait 2,9 % en septembre 2014, son plus haut niveau depuis mars 2009. Cette augmentation est surtout attribuée aux coûts du logement, qui, en comparaison avec la même période l'an passé, ont connu une hausse de 4,1 %. Ils reflètent les loyers des anciens et des nouveaux contrats de location et s'octroient le poids le plus important dans l'indice. Si l'on ne considère qu'Abu Dhabi et Dubaï, l'inflation est plus élevée encore, affichant 3,5 % en septembre 2014.

Le NBS annonçait la poursuite de cette tendance ascendante au cours des derniers mois de 2014 et une inflation annuelle moyenne de 3 %, le plus haut niveau depuis 5 ans. L'EIU tablait de son côté sur une moyenne de 2,4 % pour 2014.

2.1.3 TAUX D'INTÉRÊT



Le « Emirates Interbank Offered Rate » (EIBOR) est le taux utilisé par les banques des EAU pour les transactions interbancaires. Il est fixé quotidiennement par un panel de 12 institutions financières actives dans la fédération. L'EIBOR englobe plusieurs composants, à savoir le taux journalier, à une semaine, un mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois et un an. Les banques recourent principalement au taux à 3 mois pour déterminer les tarifs facturés à leurs clients.

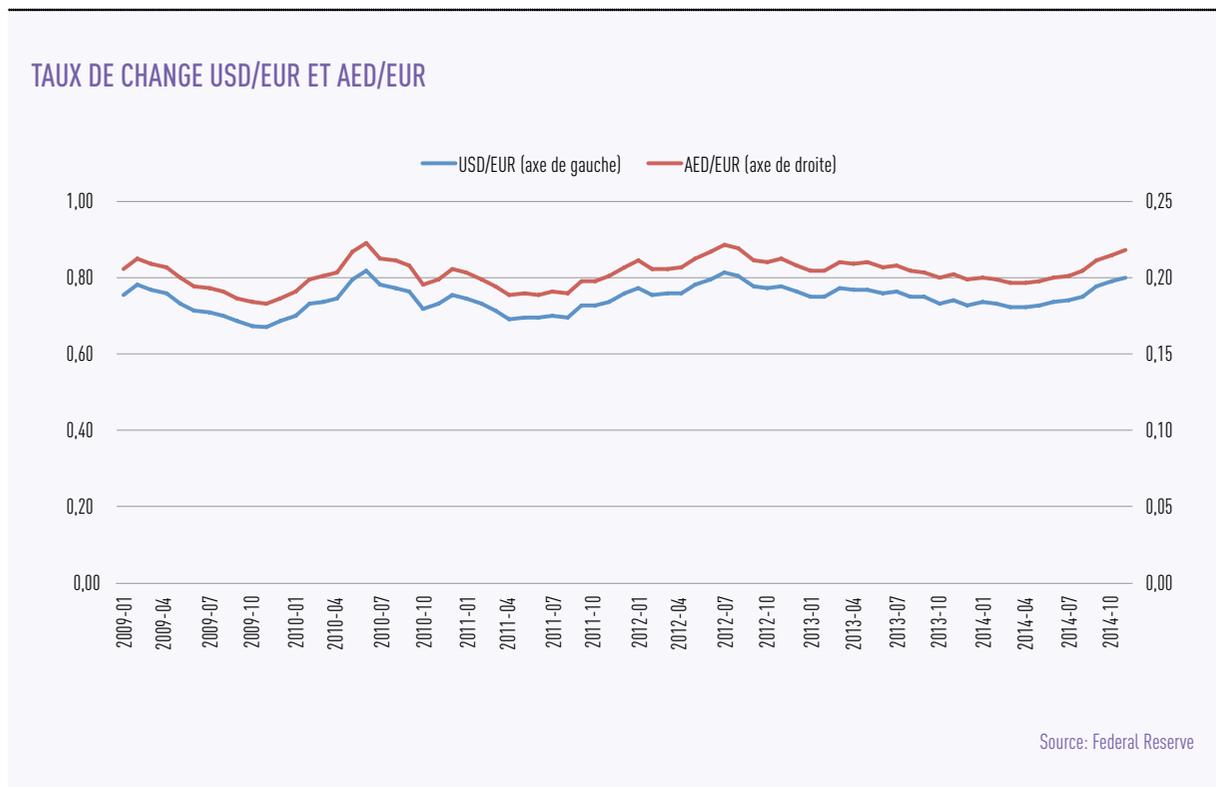
Ces dernières années, le cours de l'EIBOR a connu une évolution générale à la baisse. Le taux à 3 mois a subi le repli le plus important en 2013, reculant de 1,3 % en janvier à 0,81 % en décembre. Cette tendance s'est confirmée en 2014, avec un niveau de 0,69 % fin octobre. La moyenne du taux à 3 mois a atteint 0,75 % en 2014 (janvier à octobre) contre 0,98 % en 2013 et 1,42 % en 2012.

Cette diminution s'explique d'une part par la politique monétaire plus souple de la Federal Reserve (FED), la banque centrale des Etats-Unis. Le dirham des EAU est couplé depuis 1978 à l'USD. Cela signifie que les taux d'intérêt nationaux suivent ceux de la FED. En 2009, la banque centrale des EAU a baissé son taux directeur, celui auquel les banques empruntent à la banque centrale, à un niveau historiquement bas de 1 %, imitant l'exemple américain.

La fédération est d'autre part considérée comme un « safe harbour » dans la région. Les flux de capitaux privés venant des pays voisins instables ont trouvé leur chemin vers les EAU, sous forme de dépôts, d'actions et d'investissements immobiliers.

Les analystes s'attendent à une remontée des taux à partir du deuxième semestre 2015, en ligne avec la politique de la FED.

2.1.4 TAUX DE CHANGE



Depuis 1978, la devise des EAU affiche une parité fixe par rapport à l'USD, à raison de 1 USD pour 3,673 AED. A l'avenir, cette pratique devrait se poursuivre.

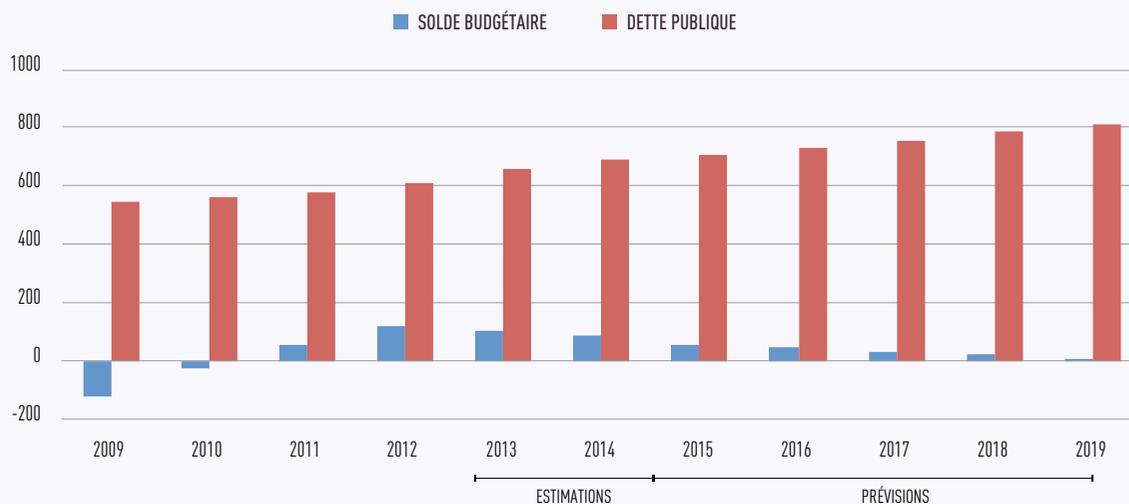
La banque centrale mentionne dans un communiqué (30 juin 2012) les avantages suivants: « *the peg of the UAE currency to the US dollar minimises the volatility of hydrocarbon export revenue, as oil and gas are priced in US dollars. For foreign investors, the long-term stability of the pegs removes some of the capital value risks that are usually associated with investment in countries with floating exchange rates* ».

Les décisions des EAU de ne pas intégrer l'union monétaire mise en place au sein du Conseil de coopération des Etats du Golfe (GCC) rend plus improbable encore une révision du cours du dirham EAU suite à la réévaluation des devises voisines.

Le taux de change nominal des EAU reflète la performance de l'USD par rapport aux autres devises. De manière générale, on peut affirmer que l'affaiblissement de l'USD face à l'EUR en 2013 et 2014 a mené à une dépréciation du dirham des EAU. Par contre, la chute de l'EUR face à l'USD depuis fin 2014 a pour conséquence un décrochage de notre devise par rapport à l'AED, ce qui est tout bénéfique pour nos exportateurs.

2.1.5 DETTE PUBLIQUE

SOLDE BUDGÉTAIRE ET DETTE PUBLIQUE, EN MILLIARDS D'AED



Source: EIU (novembre 2014)

Moins de 15 % des dépenses des EAU émanent du budget fédéral. La majeure partie de celles-ci s'opèrent au niveau des émirats, principalement de ceux d'Abu Dhabi et de Dubaï.

Le budget 2015 est estimé à 49,1 milliards d'AED, ce qui signifie une augmentation de 6,5 % par rapport à 2014. Les dépenses sociales et de développement, y compris l'enseignement, représentent 50 %.

Au cours des années précédentes, les dépenses de la fédération ont constamment grimpé. Les nombreux projets à Dubaï et Abu Dhabi ont contribué à cette croissance. Une nouvelle augmentation des dépenses courantes d'investissement est attendue pour la période 2015-2019. Couplée au prix de l'or noir en recul, elle devrait engendrer une érosion progressive du surplus fiscal. Le pétrole et le gaz sont à l'origine de presque 80 % des revenus fiscaux. Entre 2011 et 2014, le prix du baril de pétrole a atteint en moyenne 109 USD. En 2014, un prix moyen du pétrole de 70,4 USD était requis pour assurer l'équilibre budgétaire. Si la chute actuelle du prix du baril devait se confirmer à plus long terme, elle aurait dès lors pour conséquence un déficit budgétaire.

L'EIU prévoit un surplus entre 2015 et 2019 de 1,8 % du PIB par an en moyenne, bien que celui-ci devrait s'amenuiser progressivement pour aboutir à un équilibre.

La dette publique des EAU entre 2001 et 2009 a évolué de 9,9 % du PIB à une part record de 58,7 % du PIB. Au cours de cette période, plusieurs émirats ont contracté des emprunts importants, d'abord pour financer les ambitieux projets immobiliers et d'infrastructures et, ensuite, au terme de la crise mondiale pour soutenir l'économie et les entreprises en difficulté. La plus forte progression a été enregistrée entre 2008 et 2009, lorsque le ratio dette publique/PIB a grimpé de 21,2 %.

En 2014, la dette publique était estimée à 695 milliards d'AED, soit 45,4 % du PIB. A titre de comparaison, la dette publique belge était de 105,1 % au cours du premier trimestre 2014 et atteignait 105,6 % du PIB à la fin de l'année.

Selon les économistes, le niveau d'endettement des EAU diminuerait progressivement ces prochaines années pour afficher 41,9 % en 2019, une des principales inconnues étant l'évolution du prix du baril.



2.2 COLLABORATION INTERNATIONALE

Les Emirats arabes unis sont actifs dans diverses organisations internationales.

CONSEIL DE COOPÉRATION DES PAYS DU GOLFE (GCC)

Fondée en 1981, cette organisation régionale regroupe six pays : Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman, l'Arabie saoudite et le Qatar. Parmi ses compétences figurent les affaires économiques. Des positions communes ont déjà été adoptées concernant le développement et les questions internationales importantes. En outre, un marché unique et une union douanière ont été instaurés entre ses six membres. Hormis quelques exceptions, l'union douanière prévoit des tarifs d'importation harmonisés de 5 %, tandis que le marché unique veille à une égalité de traitement pour les ressortissants et les entreprises du GCC. Les opportunités en matière de commerce et d'investissement devraient dès lors se multiplier.

Les EAU profitent actuellement des deux accords de libre-échange signés par le GCC, l'un avec Singapour, l'autre avec l'AELE (Association européenne de libre-échange, regroupant la Norvège, la Suisse, le Liechtenstein et l'Islande).

Le GCC a également entrepris des négociations avec entre autres l'Australie, la Chine, le Mercosur, le Japon, la Jordanie, la Corée du Sud, la Turquie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, l'Iran, l'ASEAN et l'Union européenne (voir ci-dessous).

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE UE-GCC

Les relations économiques des EAU avec l'UE se tissent principalement au travers du GCC. Dans ce cadre, des négociations ont démarré en 1988 en vue d'aboutir à la conclusion d'un accord de libre-échange EU-GCC. Ces pourparlers ont été

interrompus à maintes reprises. Depuis 2009, seuls des contacts informels ont été noués entre les deux parties.

L'accord couvre entre autres l'accès au marché pour les biens et les services, la réglementation concernant la propriété intellectuelle, la concurrence, la médiation suite aux différends, les règles d'origine, les droits de l'homme, l'immigration illégale et le tourisme.

GREATER ARAB FREE TRADE AGREEMENT (GAFTA)

18 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord font partie de la zone de libre-échange arabe, instituée en 2005 : les EAU, l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, Oman, les régions autonomes de Palestine, le Qatar, le Soudan, la Tunisie, la Syrie, le Yémen et l'Algérie. Le GAFTA a instauré la suppression des droits à l'importation sur les produits d'origine arabe, à l'exception de certains biens agricoles et textiles.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE (OPEP)

L'OPEP est une organisation intergouvernementale qui vise à coordonner les politiques pétrolières de ses membres en matière de prix, de quotas, de droits de concessions... Douze pays issus de trois régions en font partie : les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït, le Qatar (Moyen-Orient), la Libye, le Nigéria, l'Angola, l'Algérie (Afrique), le Venezuela et l'Équateur (Amérique du Sud). La production cumulée de ses différents membres représente 35 % de la production mondiale. L'OPEP constitue donc, à ce titre, un groupe de lobbying incontournable.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

Les EAU sont également membres de l'OMC depuis le 10 avril 1996. La fédération peut ainsi profiter de la clause de la nation la plus favorisée et l'appliquer à ses partenaires commerciaux internationaux.

2.3 COMMERCE EXTÉRIEUR

FLUX DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX, EN MILLIARDS D'USD, À PRIX CONSTANTS



Source: EIU (novembre 2014)

La balance des biens des EAU présente un excédent structurel fluctuant en fonction du cours du pétrole sur les marchés internationaux et de sa demande. Pour 2014, le surplus est estimé à 131,669 milliards d'USD, soit 31 % du PIB. Les économistes de l'EIU prévoient pour les prochaines années le repli de la balance commerciale à 115,338 milliards en 2019, l'équivalent de 20,46 % du PIB. Cette évolution est expliquée par la baisse des prix pétroliers et une forte croissance des importations.

EXPORTATIONS

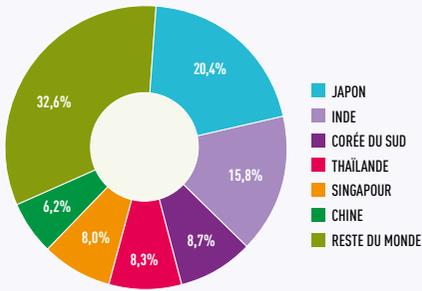
Les produits exportés par les EAU sont principalement:

- ◆ les combustibles minéraux (70,01 %)
 - pétrole brut (50,58 %)
 - produits pétroliers raffinés (12,76 %)

- gaz pétroliers (6,32 %)
- autres (0,35 %)
- ◆ les pierres précieuses, les métaux précieux et les diamants (13,73 %)
- ◆ l'aluminium et ses applications (2,32 %)
- ◆ le caoutchouc et ses applications (1,89 %)
- ◆ les machines et appareils (1,3 %)

En 2013, les hydrocarbures ont représenté 70,01 % des revenus d'exportation. Le pétrole s'est taillé la part de lion avec 50,58 % du total, soit des recettes de 105,30 milliards d'USD. 97 % de l'or noir est destiné à l'Asie, dont 40 % au Japon. Les 3 % restants sont achetés par le continent africain. **Les EAU sont le 3^e exportateur de pétrole au monde.**

EXPORTATIONS PAR PAYS EN 2013

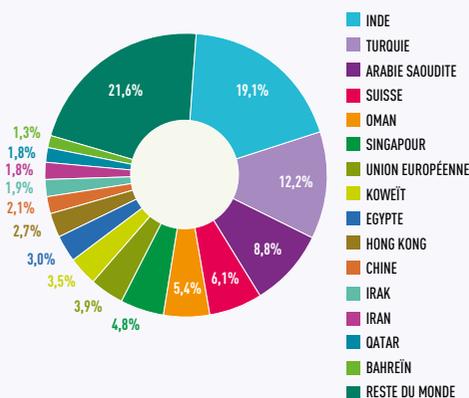


Source: Intracen (novembre 2014)

Tous produits confondus, les premiers clients des EAU en 2013 étaient le Japon (20,42 %), l'Inde (15,84 %), la Corée du Sud (8,71 %), la Thaïlande (8,3 %) et la Chine (6,15 %).

En considérant uniquement les exportations hors pétrole, la ventilation 2013 identifie l'Inde (19,14 %), la Turquie (12,16 %), l'Arabie saoudite (8,8 %), la Suisse (6,10%) et Oman (5,36 %) comme les destinations majeures.

EXPORTATIONS HORS PÉTROLE PAR PAYS EN 2013



Source: Bureau national des Statistiques (novembre 2014)

Les pays de l'UE représentent conjointement 3,87 % des ventes, avec pour principaux acheteurs les Pays-Bas (0,82 %), l'Allemagne (0,52 %), le Royaume-Uni (0,5 %) et la Belgique (0,39 %).

L'Union européenne dans son ensemble est le 7^e client des EAU pour les produits non pétroliers.

Les exportations vers les pays du GCC sont significatives. L'Arabie saoudite (8,8 %), Oman (5,36 %), le Koweït (3,53 %), le Qatar (1,76 %) et Bahreïn (1,32 %) représentent conjointement 20,77 %, ce qui fait de la région la première destination des produits non pétroliers de la fédération.

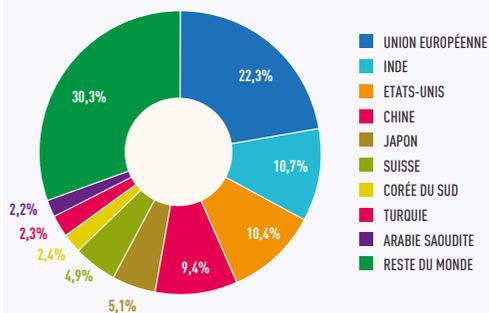
IMPORTATIONS

La demande intérieure croît, de même que les importations. En 2013, le pays était le 20^e importateur mondial.

Les EAU importent essentiellement:

- ◆ des pierres précieuses, des métaux précieux et des diamants (18,85 %)
- ◆ des machines et appareils (11,81 %)
- ◆ du matériel électrique et électronique (10,26 %)
- ◆ des voitures, des tracteurs, des motos et des vélos (7,74 %)
- ◆ des combustibles minéraux (6,84 %)
- ◆ des avions et du matériel aéronautique (5,9 %)
- ◆ des produits en fer et en acier (2,53 %).

IMPORTATIONS PAR PAYS 2013



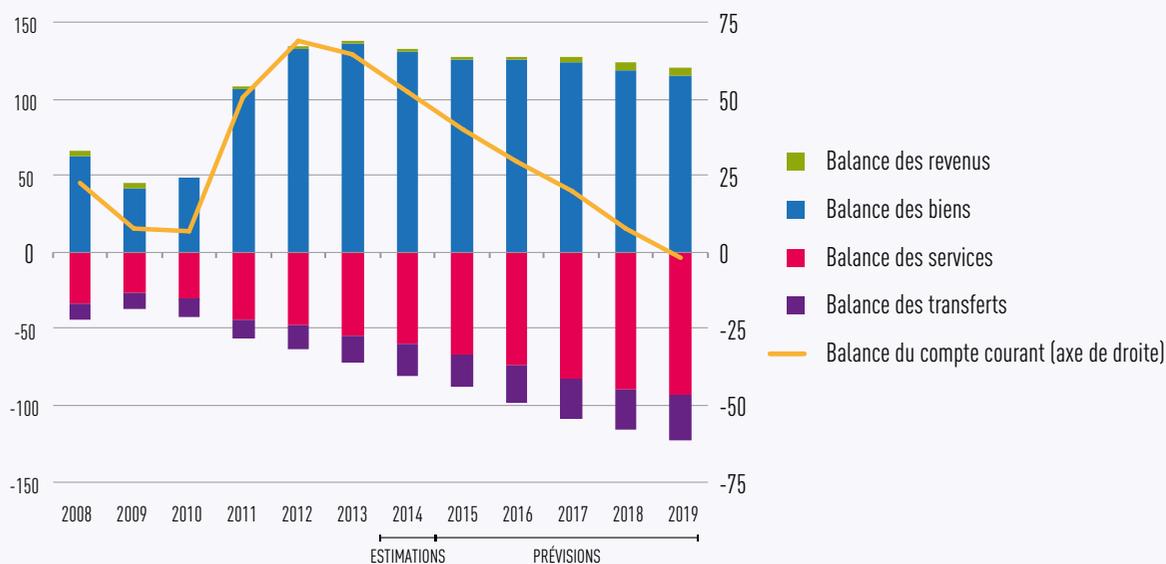
Source: Bureau national des Statistiques (novembre 2014)

L'Union européenne est avec 22,26 % le premier fournisseur des EAU. L'Allemagne (5,53 %), le Royaume-Uni (5,40 %), l'Italie (2,94 %), la France (2,23 %) et la Belgique (2,06 %) sont les principaux importateurs européens.

En deuxième place vient l'Inde (10,67 %), suivie par les Etats-Unis (10,39 %) et la Chine (9,37 %). Le Japon (5,13 %) clôturé le top 5 des importateurs.

La contribution des pays du GCC est limitée (4,66 %). Un tiers des biens importés sont destinés à la réexportation.

CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DU COMPTE COURANT, EN MILLIARDS D'USD, À PRIX CONSTANTS



Source: EIU (novembre 2014)

La balance du compte courant des EAU, en d'autres mots le solde des flux de capitaux du pays résultant des transactions internationales de biens, de services, de transferts et de revenus, présente un résultat positif. Les balances historiquement négatives des services et des transferts sont compensées par le surplus récurrent de la balance des biens.

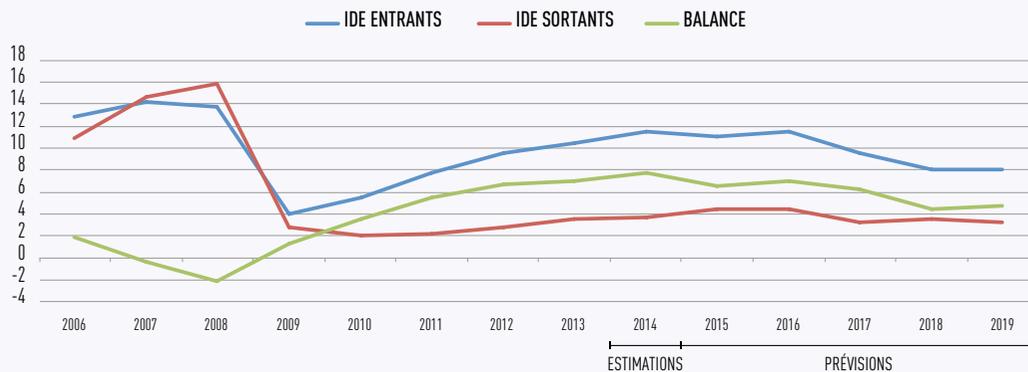
Les économistes s'attendent dans les années suivantes à une diminution du niveau de la balance du compte courant. En 2014, le surplus était estimé à 52,633 milliards d'USD, soit 12,39 % du

PIB. La période 2015-2019 devrait présenter un boni de 4 % du PIB en moyenne annuelle, avec un léger déficit en 2019. Ces prévisions s'appuient une diminution des prix pétroliers, une croissance des importations et une augmentation du déficit de la balance des services.

Les relations commerciales des EAU avec notre pays sont analysées dans la note bilatérale « *Le commerce extérieur de la Belgique avec les Emirats arabes unis* », publiée par l'Agence pour le Commerce extérieur.

2.4 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS, EN MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU (novembre 2014)

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une société étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées en deux groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield » qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

Les EAU encouragent activement les afflux d'IDE. Les autorités ont mis en place des zones franches, accompagnées d'un cadre légal attrayant, dans le but d'attirer les capitaux étrangers.

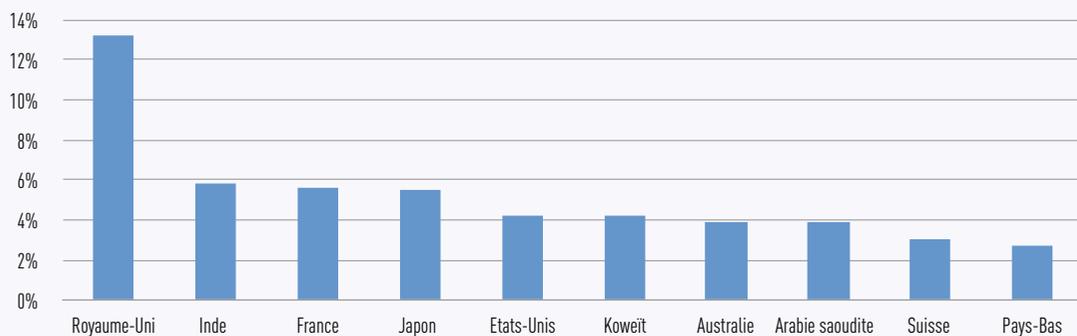
Les principaux avantages d'une zone franche sont les suivants:

- ◆ autorisation de détenir une entreprise étrangère à 100 %
- ◆ exonération fiscale à 100 % pour les importations et les exportations
- ◆ rapatriement des capitaux et des gains à 100 %
- ◆ exonération de l'impôt des sociétés pour 15 ans, prolongeable durant 15 autres années
- ◆ pas d'impôt sur les revenus
- ◆ simplification administrative, l'anglais étant la principale langue utilisée
- ◆ soutien à l'engagement des travailleurs et services d'aide supplémentaires comme le sponsoring et le logement

En 2007, les flux d'IDE entrants ont atteint un pic de 14,19 milliards d'USD. Durant la crise de 2008-2009, ils ont ensuite dégringolé à 4 milliards d'USD, avant de remonter à partir de 2010. En 2013, ils ont affiché 10,48 milliards d'USD. En 2014, 11,5 milliards d'USD étaient attendus.

Dans le « Global Foreign Direct Investment Confidence Index 2014 » (FDCI), un rapport sur les IDE actuels et futurs, publié par le consultant international A.T. Kearney, les EAU se classent en 11^e position. Il s'agit d'un gain de 3 places par rapport à 2013. En outre, la fédération est le seul pays du Moyen-Orient présent dans le top 25.

PRINCIPAUX PAYS INVESTISSEURS, 2012

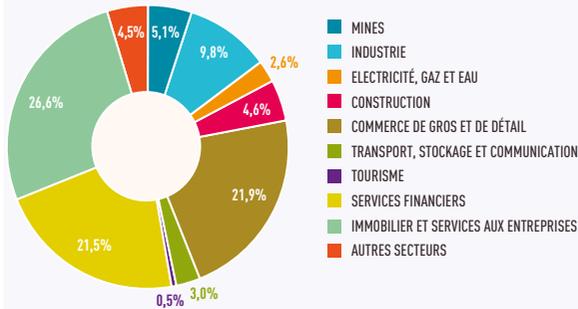


Source: Bureau national des Statistiques (novembre 2014)



Selon les chiffres les plus récents du Bureau national des Statistiques, trois nations de l'UE font partie du top 10 des investisseurs les plus importants aux EAU en 2012: le Royaume-Uni (13,25 %), en tête du classement, la France (5,59 %) et les Pays-Bas (2,68 %). Les autres pays sont l'Inde (5,82 %), le Japon (5,46 %), les Etats-Unis (4,25 %), le Koweït (4,17 %), l'Australie (3,93 %), l'Arabie saoudite (3,86 %) et la Suisse (3,03 %).

IDE PAR SECTEURS EN 2012



Source: Bureau national des Statistiques (novembre 2014)

Les dernières données officielles montrent que les IDE dirigés vers les EAU sont principalement destinés aux secteurs de l'immobilier et des services aux entreprises (26,59 %), du commerce (21,87 %) et des services financiers (21,51 %).

“The Emirates’ traditional strengths of well-developed infrastructure, talent base, strategic location, and ease of doing business offers international investors easy access to many of the world’s fastest-growing markets including the Middle East, Central Asia and Africa.”

Anshu Vats

Associé chez A.T. Kearney Middle East
(2014)



2.5 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.5.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREENDO



APPRÉCIATION DU RISQUE

Opérations d'exportation

Risque politique (1 à 7)

Court terme



Moyen/long terme



Affaires spéciales



Risque commercial (A à C)

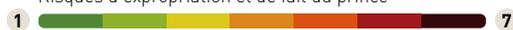


Investissements directs (1 à 7)

Risques de guerre



Risques d'expropriation et de fait du prince



Risques de transfert



Source : www.credendogroup.com

Delcredere|DuCroire, assureur-crédit public belge membre du Groupe Credendo, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, le Groupe Credendo établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour les Emirats arabes unis s'avèrent bonnes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

OPÉRATIONS D'EXPORTATION

Les risques politiques auxquels les investisseurs s'exposent aux EAU sont faibles. Ils sont de classe 2 à court, moyen et long terme. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le risque commercial se situe en classe B, soit le risque moyen. Il s'agit du risque de carence du débi-

teur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, le Groupe Credendo peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture du Groupe Credendo pour ce pays ont été établis à 2.250 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 1.500 millions d'EUR pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le Groupe Credendo assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. Les EAU obtiennent ici une très bonne cotation de 2 sur une échelle de 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. La fédération reçoit une note de 2 sur une échelle de 7.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Avec 2 sur 7 à nouveau, les EAU se classent dans la catégorie des risques faibles.

De plus amples informations sont disponibles sur www.credendogroup.com.

2.5.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

De nombreuses organisations évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous reprenons ci-dessous une sélection des indicateurs les plus connus.

- ◆ Dans le **Global Competitiveness Report 2014-2015** du Forum économique mondial, les EAU figurent au 12^e rang sur 148 états classés sur base de leur compétitivité, entre la Norvège et le Danemark. Il s'agit d'un gain de 7 places par rapport à l'année précédente. Les EAU sont l'économie du monde arabe la mieux classée. Leur objectif à court terme est d'intégrer le top 10.

Les facteurs les plus problématiques pour y faire des affaires sont la réglementation du travail restrictive (mentionnée par 19,9 % des répondants), l'inflation (15,2 %) et une population active insuffisamment qualifiée (14,4 %). La fédération occupe en outre la 1^{re} position en ce qui concerne la qualité du réseau ferroviaire et l'absence de crime organisé. De plus, elle obtient des scores favorables

pour son environnement macro-économique stable, son infrastructure globale, l'efficacité de ses institutions publiques, l'accès facile au financement ainsi que sa politique fiscale (0 % d'imposition directe).

- ◆ Selon l'**Index of Economic Freedom 2014** de la Fondation Heritage, les EAU occupent la 28^e position sur un total de 177 pays, avec un score de 71,4, soit une légère hausse de 0,3 point par rapport à 2013. Celle-ci est le résultat d'une amélioration des libertés du travail, commerciale et monétaire. Le pays se place dans la catégorie « mostly free ». A titre de comparaison, la Belgique figure dans la catégorie « moderately free », avec un score de 69,9.
- ◆ Dans le **Global Enabling Trade Report 2014** du Forum économique mondial, la fédération décroche la 16^e place sur 138 états évalués en fonction de la facilité de faire des affaires. Elle est leader au sein des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les EAU enregistrent une avancée de 3 rangs par rapport au classement précédent (2012). Selon les sondages, les trois facteurs les plus problématiques pour exporter aux EAU sont les coûts élevés et les retards causés par le transport international, les procédures d'importation fastidieuses ainsi que les exigences techniques internes.
- ◆ Les agences de notation **Standard & Poor's** et **Fitch** attribuent aux Emirats arabes unis un AA avec perspective stable. De son côté, **Moody's** accorde une note de Aa2 avec perspective stable. Ces trois rankings sont des « investment grades » et correspondent à une très bonne qualité de crédit.
- ◆ Selon l'indicateur **Ease of Doing Business 2015** de la Banque mondiale, enfin, les EAU se trouvent à la 22^e position sur 158 pays, alors que la Belgique figure à la 42^e. Par rapport à l'édition précédente, la fédération a enregistré les progrès les plus significatifs dans la protection des investisseurs minoritaires (+59 places) et l'accès au crédit (+10 places).





3

APPROCHE SECTORIELLE

3.1	HYDROCARBURES	34
	3.1.1 PÉTROLE	34
	3.1.2 GAZ	36
3.2	CLEANTECH	39
3.3	CONSTRUCTION	42



3.1 HYDROCARBURES

Les EAU font partie du gratin mondial des pays producteurs de pétrole et de gaz. Ils sont membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et du FPEG (Forum des pays exportateurs de gaz).

Depuis leur indépendance en 1971, les EAU ont pu compter sur leurs abondantes ressources en hydrocarbures pour soutenir leur économie. Le secteur génère environ 70 % des revenus d'exportation et 80 % des recettes gouvernementales. Bien que la diversification économique des EAU poursuive son développement, le pétrole, le gaz et les activités dérivées garderont encore une place de choix dans l'économie du pays dans les années futures.

Chaque émirat mène sa politique énergétique de manière autonome et gère sa propre production d'hydrocarbures. A Abu Dhabi, le SPC (Supreme Petroleum Council) fixe les objectifs pétroliers. Il s'agit de l'entité la plus influente du pays. L'ADNOC

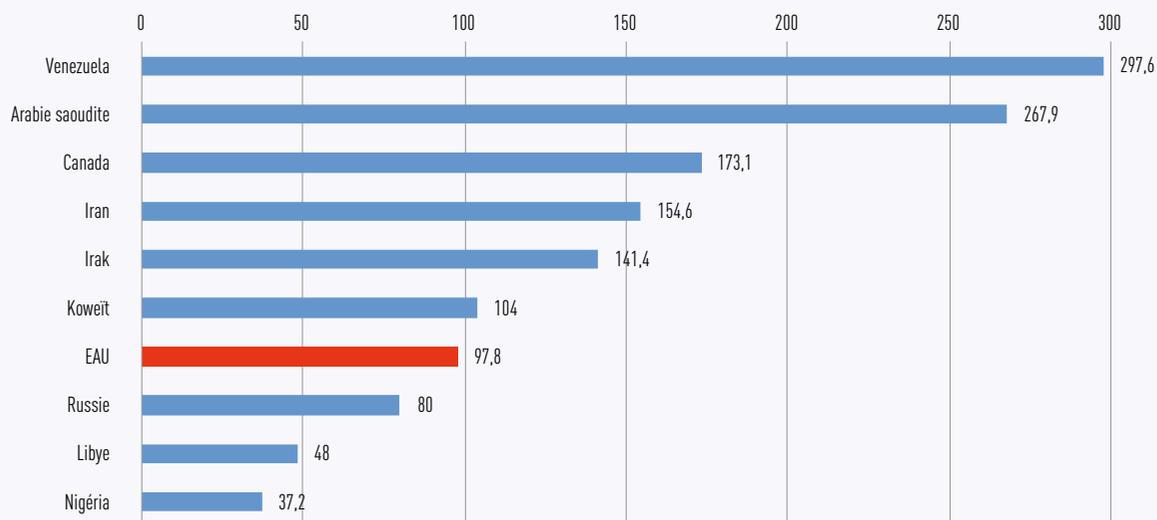
(Abu Dhabi National Oil Company) gère les opérations quotidiennes et exécute les directives du SPC. Elle compte une quinzaine de filiales actives dans le pétrole, le gaz et la pétrochimie. A Dubaï, c'est le DSCE (Dubai Supreme Council of Energy) qui coordonne la politique énergétique. Parmi ses membres, figure l'ENOC (Emirates National Oil Company).

3.1.1 PÉTROLE

RÉSERVES

Selon l'Oil & Gas Journal, les EAU détiennent la 7^e réserve d'or noir de la planète avec 97,8 milliards de barils, soit 6 % du total mondial. 94 % de ces ressources sont localisées dans l'émirat d'Abu Dhabi.

TOP 10 DES PAYS EN FONCTION DE LEURS RÉSERVES DE PÉTROLE EN 2013, EN MILLIARDS DE BARILS



Source : Oil & Gas Journal

PRODUCTION

Les EAU étaient en 2013 le 8^e producteur de pétrole brut, derrière l'Irak, avec 2,8 millions de barils par jour en moyenne. L'objectif d'ici 2020 est d'accroître ce volume à 3,5 millions de barils.

La prospection de nouvelles sources pétrolières est limitée. L'augmentation de la production repose donc exclusivement sur l'application des techniques EOR (enhanced oil recovery) dans les réserves de la région d'Abu Dhabi. Celles-ci permettent d'accroître les taux d'extraction et d'étendre la longévité des champs pétroliers.

PRODUCTION PÉTROLIÈRE ACTUELLE ET EXTENSIONS PRÉVUES, EN BARILS PAR JOUR

Principaux champs pétroliers	Production actuelle	Extension prévue	Échéance
Bu Hasa	550.000	200.000	2014
Sahil, Asab et Shah (SAS)	430.000		
Murban Bab	360.000		
Bida Al-Qemzan	225.000	75.000	2016
Upper Zakum	500.000	250.000	2016
Lower Zakum	300.000	125.000	Non déterminé
Umm Shaif	230.000	50.000	2018
Al-Dabbiya, Rumaitha et Shanayel	100.000	Non précisé	Non précisé
Satah	20.000	100.000	2017
TOTAL	2.715.000	800.000	

Source : U.S. Energy Information Administration (2012)

EXPORTATION

Selon l'OPEP, les EAU auraient exporté 2,7 millions de barils de pétrole brut en 2013, principalement vers l'Asie (97 %). Le Japon, leur premier client, s'octroie 40 % de ce volume à lui seul.

Le réseau domestique d'oléoducs est bien développé et relie les champs pétroliers aux usines de traitement et aux sept terminaux d'exportation. Le plus récent est l'Abu Dhabi Crude Oil Pipeline (ADCOP), qui parcourt 400 km d'Hasshan à Fujairah depuis juin 2012. Il est doté d'une capacité de 1,5 million de barils par jour, qui devrait être étendue à 1,8 million. Il offre une connexion directe entre les riches champs pétroliers de l'ouest et le Golfe d'Oman, d'où la majeure partie de la production est exportée. Il évite ainsi le détroit d'Ormuz, goulot d'étranglement pour le transport de l'or noir.

Bien que déjà l'un des plus grands terminaux d'exportation au monde, celui de Fujairah va étendre ses capacités prochainement.

TERMINAUX D'EXPORTATION

Terminal	Produits	Sources (champs pétroliers)
Jebel Dhana	Pétrole brut	Asab, Bab, Bu Hasa, Murban, Sahil Shah
Zirku Island	Pétrole brut	Upper Zakum, Umm Al-Dakh, Satah
Das Island	Pétrole brut	Lower Zakum, Umm Shaif
Ruwais	Pétrochimie, jet fuel, gasoil	/ (non précisé)
Umm Al-Nar	Pétrole brut, produits raffinés	Bab
Fujairah	Pétrole brut, pétrochimie, produits raffinés	Habshan
Jebel Ali	Pétrole brut, LPG, produits raffinés	Fateh, Southwest Fateh, Falah, Rashid

Source: U.S. Energy Information Agency

CONSOMMATION

Le pétrole et ses dérivés sont également utilisés pour satisfaire la forte demande énergétique intérieure. Les EAU sont le 7^e consommateur d'or noir par tête au monde, avec 620.000 barils par jour en 2012. La fédération est contrainte d'importer certains produits pétroliers, principalement le mazout lourd, mais également l'essence pour moteur ainsi que le diesel.

RAFFINAGE

Les émirats disposent de cinq usines de raffinage, les deux principales étant Ruwais (400.000 barils par jour) et Jebel Ali (120.000 barils par jour). La capacité globale du pays s'élevait à 770.000 barils quotidiens fin 2012. Près de 3 milliards d'USD devraient être investis pour la construction d'un nouveau complexe de raffinage à Fujairah, dont le potentiel avoisinerait les 250.000 barils par jour, ce qui en ferait le 2^e au niveau national.

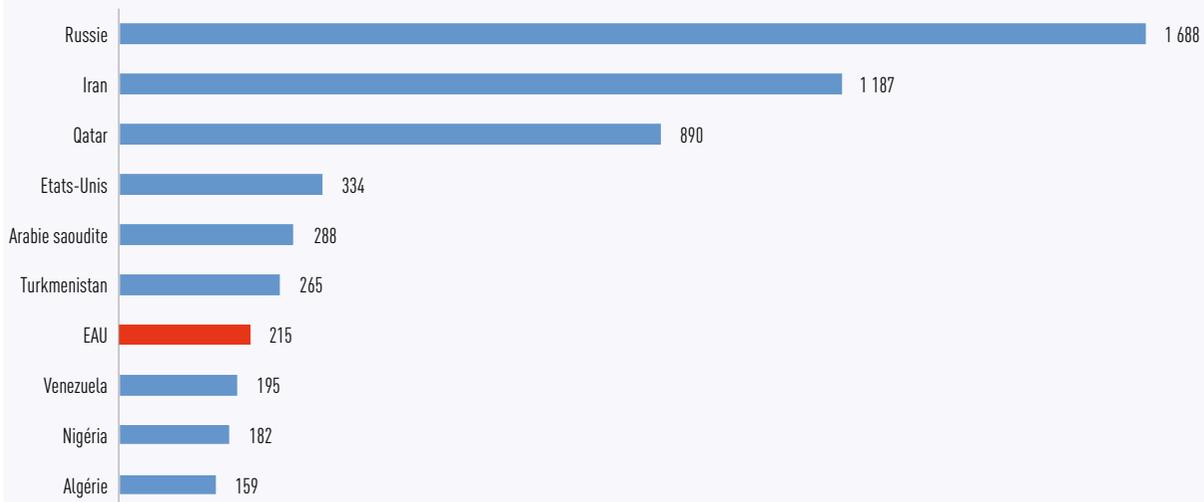
3.1.2 GAZ

En raison de la demande interne croissante, les EAU envisagent d'accroître leur production de gaz naturel dans les années à venir. Ils sont l'un des leaders mondiaux de l'utilisation du gaz dans des techniques EOR et en consomment également un volume considérable pour la générer électricité et eau dessalée. En parallèle, le pays partage des gazoducs avec le Qatar et Oman. Il commercialise en outre une quantité importante de LNG hors de ses frontières.

RÉSERVES

Les EAU détiennent la 7^e réserve de gaz naturel du monde, estimée à 215 Tcf (trillion cubic feet ou billions de pieds cubes). L'émirat d'Abu Dhabi abrite environ 94 % des ressources, Sharjah 4 %, Dubaï 1,5 % et Ras Al-Khaimah 0,5 %.

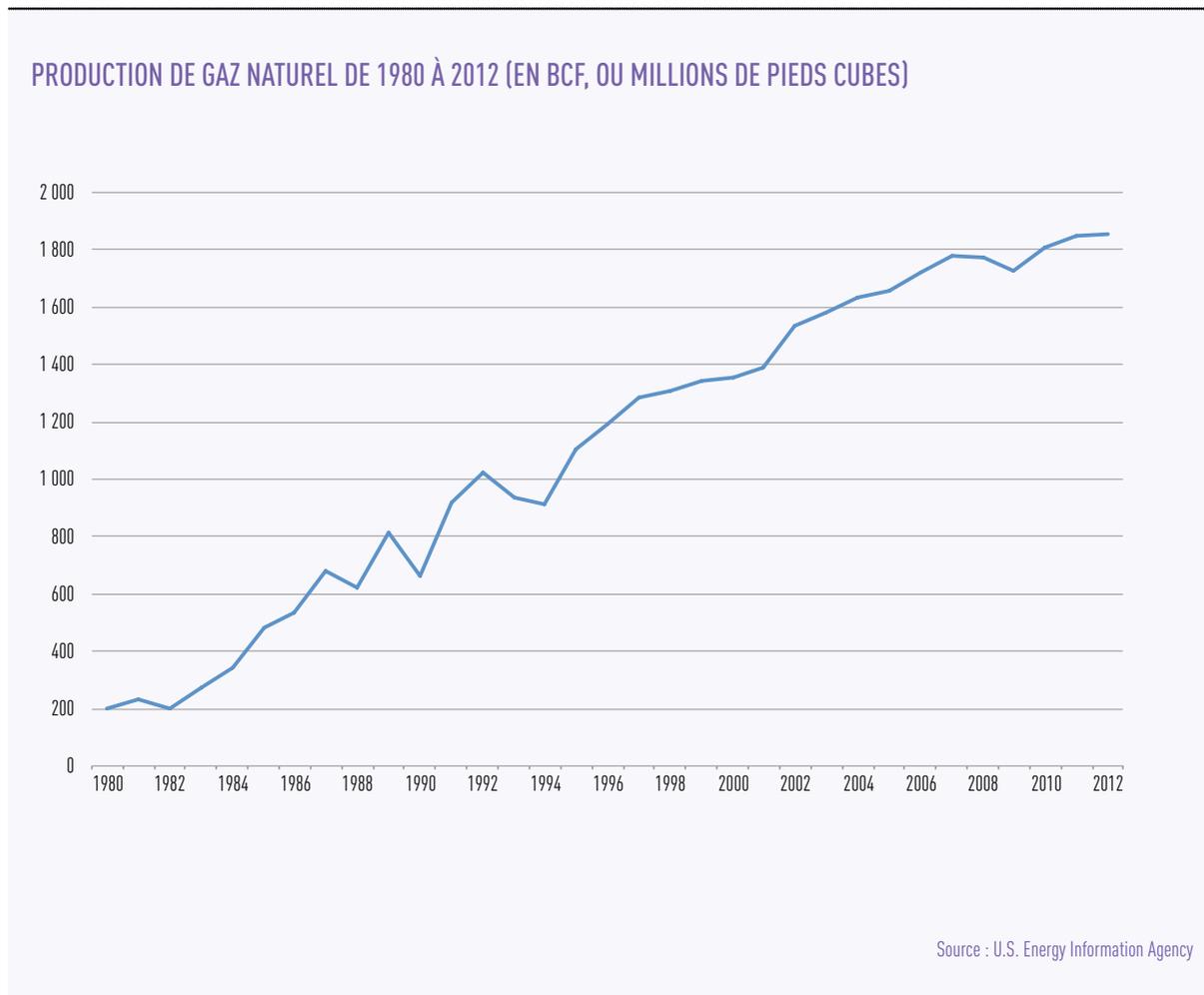
TOP 10 DES PAYS EN FONCTION DE LEURS RÉSERVES DE GAZ EN 2013, EN TCF (BILLIONS DE PIEDS CUBES)



Source: U.S. Energy Information Agency

PRODUCTION

La production s'est établie à 1,9 Tcf en 2012, continuant sur sa lancée initiée dans les années 1980. Entre 2003 et 2012, la croissance annuelle moyenne était de 1,6 %.



Le pays produit 4,65 Bcf de gaz par jour, dont 3,85 à Abu Dhabi et 0,5 à Dubaï. Le gaz émirati contient beaucoup de soufre et est donc hautement corrosif et difficile à traiter. Malgré ces défis techniques, la fédération figure dans le top 20 mondial des producteurs. Elle a lancé différents projets qui pourraient accroître la production de manière significative, comme l'OGD (Onshore Gas Development), l'IGD (Integrated Gas Development) et l'OAG (Offshore Associated Gas).

CONSOMMATION

La consommation de gaz a augmenté de 5,3 % en moyenne entre 2003 et 2012. Cette année-là, elle s'élevait à 2,2 Tcf et n'a donc été que partiellement satisfaite par l'offre domestique.

Cette consommation importante s'explique par :

- ◆ la réinjection de gaz dans les champs pétroliers via les techniques EOR (26 % de la production entre 2003 et 2012)

- ◆ le réseau électrique grandissant, qui nécessite de plus en plus de ressources pour la génération d'électricité
- ◆ le dessalement de l'eau, très énergivore.

exclusivement à l'Asie. En 2012, 95 % des ventes de gaz naturel des EAU étaient des cargos de LNG. Tout comme pour le pétrole, le Japon est leur premier client. Il est en outre le premier acheteur de LNG au monde.

IMPORTATIONS

Les EAU sont depuis 2008 un importateur net de gaz. Ils ont augmenté leurs achats de 7 Bcf en 2003 à 662 Bcf en 2012. Le gaz qatarien est acheminé vers le pays, grâce au Dolphin Gas Project, premier projet interétatique du Golfe. L'oléoduc fournit 30 % de la consommation de la fédération.

EXPORTATIONS

Les exportations de gaz des EAU sont quant à elles restées relativement stables.

Le pays s'est également lancé dans le commerce de LNG. Il est devenu le premier à en exporter, à raison de 250 Tcf chaque année, destiné presque

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◆ Techniques EOR
- ◆ Technologies d'exploitation pétrolière et gazière
- ◆ ...



3.2 CLEANTECH

La demande nationale en électricité et en eau progresse rapidement aux EAU. Le pétrole et le gaz demeurent les ressources énergétiques principales pour leur production.

Selon la FEWA (Federal Water and Electricity Authority), chaque habitant consomme quotidiennement 550 litres d'eau et 20 à 30 kWh d'électricité. Ces niveaux sont bien au-delà des moyennes mondiales qui s'établissent respectivement à 170 - 300 litres et à 15 kWh.

L'organisme affirme que des modes de consommation alternatifs pourraient épargner 14 à 17 % de l'eau et de l'électricité. La stratégie adoptée en 2014 comporte trois angles d'attaque : des campagnes de sensibilisation, des accords avec

les organisations publiques et des tarifs plus élevés.

ELECTRICITÉ

En 2012, le pays a généré 101 milliards de kWh dont 98 % par le gaz. La demande en électricité augmente annuellement de 9 % et la capacité de production devrait atteindre 40 GW d'ici 2020 pour y répondre, alors qu'elle est actuellement de 27 GW. De nouvelles centrales électriques ont été construites ces dernières années et près de 30 milliards d'AED devraient encore être investis dans les prochaines années.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ AUX EAU, 1980-2012 (EN MILLIARDS DE KWH)



Source: U.S. Energy Information Agency

EAU

L'unité de dessalement d'eau la plus importante au monde est celle de Jebel Ali aux Emirats arabes unis.

En 2014, ADWEA (autorité en charge de la gestion de l'eau et de l'électricité d'Abu Dhabi) a sélectionné le groupe Suez Environnement pour un projet de 117 millions d'EUR relatif à la conception et la construction d'une usine de dessalement par osmose inverse. Un second volet comprend, pour un montant de 29 millions d'EUR, l'exploitation et la maintenance du site pour une durée de sept ans.

Le projet de production indépendante d'eau et d'électricité de Mirfa dans lequel s'intègre cette usine fournira 240.000 m³ d'eau potable par jour et 1.600 MW d'électricité.

Afin de répondre aux besoins croissants en eau et en électricité tout en préservant les réserves d'hydrocarbures, les EAU aspirent à se diversifier en se tournant vers des vecteurs énergétiques qualifiés de « propres » : le nucléaire et le renouvelable.

NUCLÉAIRE

Les EAU ont lancé un programme d'énergie nucléaire civile soumis aux réglementations et à la surveillance de l'agence internationale de l'énergie atomique.

En décembre 2009, les EAU ont conclu un contrat de 20 milliards d'USD avec la KEPCO (Korea Electric Power Corporation). La construction d'un premier réacteur nucléaire de 1.400 MW a débuté en juillet 2012 à Barakah. Il devrait être opérationnel en 2017. Trois autres de même envergure devraient suivre pour amener une capacité globale de 5,6 GWe d'ici 2020.

RÉACTEURS NUCLÉAIRES EN CONSTRUCTION

	Type	Capacité (en MW)	Début de la construction	Début de l'exploitation
Barakah 1	APR-1400	1.400	Juillet 2012	Mai 2017
Barakah 2	APR-1400	1.400	Mai 2013	2018
Barakah 3	APR-1400	1.400	Septembre 2014	2019
Barakah 4	APR-1400	1.400	2015	2020
Total		5.600		

Source: World Nuclear Association (décembre 2014)



ENERGIES RENOUVELABLES

Le pays envisage également de s'orienter vers les énergies renouvelables. Des investissements stratégiques sont consentis en ce sens.

Le potentiel apparaît évident : les EAU bénéficient d'un des plus hauts taux d'exposition au soleil du monde (irradiation verticale moyenne de 2.120 kWh/m²/an) et de vents fréquents (vitesse moyenne de 4,2 à 5,3 m/s dans les régions côtières).

Abu Dhabi accueille depuis 2009 le siège de l'agence internationale sur les énergies renouvelables (IRENA), dont la mission concerne principalement la promotion.

Le Masdar Institute et la Masdar City sont dédiés à cette thématique. Une importante centrale à énergie solaire (concentrated solar power), Shams 1, est déjà opérationnelle, avec une capacité de 100 MW. La ferme éolienne Sir Bani, d'une capacité attendue de 28,8 MW fait aussi partie du site.

Le renouvelable devrait fournir 6 à 7 % de l'énergie nécessaire d'ici 2020.

Ces ressources alternatives permettront également au pays de diminuer ses émissions de carbone (18,57 tonnes de CO₂ par tête en 2013). L'objectif du gouvernement est de les réduire de 30 % d'ici 2030.



OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◆ Traitement des eaux
- ◆ Protection de l'environnement
- ◆ Technologies nucléaires
- ◆ Énergie solaire
- ◆ Énergie éolienne
- ◆ ...

3.3 CONSTRUCTION

Le secteur de la construction a généré 9 % du PIB national en 2013, avoisinant les 40 milliards d'USD. Sa contribution devrait augmenter dans les années à venir. La valeur totale des chantiers en cours ou planifiés dépasse les 550 milliards d'USD. Les émirats de Dubaï et d'Abu Dhabi se montrent les plus dynamiques en la matière.

Depuis l'attribution de l'Expo universelle 2020 à Dubaï, les annonces de projets de grande envergure se sont multipliées. Plus de 50 millions de touristes sont attendus durant les six mois de l'événement (octobre 2020 à avril 2021) et le parc hôtelier devrait compter jusqu'à 12.000 chambres supplémentaires. L'émirat estime les retombées économiques de l'ordre de 18 milliards d'EUR, soit 4,5 % au PIB.

L'engouement touche aussi bien le secteur public que le privé. Le gouvernement prévoit ainsi d'investir 25 milliards d'AED (6,5 milliards d'EUR) dans les projets d'infrastructures et de créer 277.000 emplois. Il veillera notamment à renforcer le rôle stratégique de Dubaï en tant que hub commercial et logistique en modernisant les transports.

L'investissement du secteur privé représentera 7,5 milliards d'EUR. Les entreprises belges bénéficient aux EAU d'une excellente réputation. Actif depuis plus de 60 ans dans le pays, Besix, entre autres, a contribué à de nombreux chantiers prestigieux (voir 4. Réussites récentes).

BÂTIMENTS

Après la crise de 2009, de nombreux bâtiments ont été érigés dans le pays, à vocation résidentielle, éducative, sanitaire, touristique, industrielle et commerciale.

La fédération est le leader régional en matière de construction durable : on y trouve 65 % des

"We expect an acceleration in some iconic real estate projects as there will be a spurt in the overall demand from local and international investors. We foresee expectations increase dramatically across the entire spectrum of real estate."

Khalid Bin Kalban
CEO, Dubai Investments
(juin 2014)

bâtiments verts du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Tout nouveau projet à Dubaï respecte les normes LEED.

La majorité des chantiers immobiliers emblématiques ont octobre 2019 pour date butoir, afin de pouvoir laisser une année complète pour tester les réseaux, les systèmes et les technologies avant le lancement de l'Expo 2020. Parmi ceux-ci, nous pouvons épingler :

- ◆ Mohamed Bin Rashid City, un mégaprojet incluant le « Mall of the World », le plus grand centre commercial au monde, une centaine d'hôtels ainsi qu'un vaste parc
- ◆ Dubai Sustainable City (projet de développement durable de 500 villas)
- ◆ Business Bay
- ◆ Jewel of the Creek
- ◆ Al-Habtoor City
- ◆ Aladdin City
- ◆ ...

L'émirat d'Abu Dhabi se focalise quant à lui sur la valorisation de sa région ouest, recouvrant 60 % de sa superficie, mais abritant seulement 11 % de sa population. 95 milliards d'USD seront alloués à divers projets de développement communautaire entre 2013 et 2018 (commerces, restaurants, écoles...). Dans le domaine de la santé, deux chantiers majeurs sont en cours dans la capitale, la Cleveland Clinic et l'Al-Mafraq New Hospital. Conjointement, ils augmenteront la capacité de 1.000 nouveaux lits.

AÉROPORTS

Les EAU sont le plus gros investisseur du Moyen-Orient dans le domaine des aménagements aéroportuaires. Le pays compte actuellement non moins de sept aéroports internationaux, qui font de nombreuses extensions et rénovations :

- ◆ Abu Dhabi (siège d'Ethiad Airways)
- ◆ Al-Ain
- ◆ Al-Maktoum ou Dubai World Central
- ◆ Dubaï (siège d'Emirates et de FlyDubai)
- ◆ Fujairah
- ◆ Ras Al-Khaimah
- ◆ Sharjah (siège d'Air Arabia)

L'émirat de Dubaï a récemment donné son feu vert en septembre 2014 pour un investissement de 32 milliards d'USD destiné à faire de l'aéroport international Al-Maktoum, plus connu sous le nom de Dubai World Central, le premier au monde.

Le plan d'investissement a pour objectif de construire des infrastructures capables d'accueillir 120 millions de passagers en 2022 et jusqu'à 200 millions en 2050. À titre de comparaison, l'aéroport d'Atlanta, premier du monde actuellement en termes de fréquentation, a vu transiter 94,4 millions de passagers en 2013.

Implanté en plein désert, l'aéroport d'Al-Maktoum est destiné à remplacer progressivement celui de Dubaï (DXB), qui va transférer une grande partie de son trafic vers ce nouveau hub.

Dubaï est actuellement le 6^e aéroport au niveau mondial selon le nombre total de passagers (69,5 millions entre septembre 2013 et septembre 2014) et le 1^{er} selon le nombre de passagers internationaux (68,9 millions).

CLASSEMENT DES AÉROPORTS SELON LE NOMBRE DE PASSAGERS (SEPTEMBRE 2013 À SEPTEMBRE 2014)

		Total	Variation (%)
1	ATLANTA GA, US (ATL)	95 523 507	1.0
2	BEIJING, CN (PEK)	84 590 480	1.6
3	LONDON, GB (LHR)	73 181 287	1.8
4	TOKYO, JP (HND)	71 639 669	5.2
5	LOS ANGELES CA, US (LAX)	69 840 712	6.3
6	DUBAI, AE (DXB)	69 474 915	7.7
7	CHICAGO IL, US (ORD)	69 211 730	4.4
8	PARIS, FR (CDG)	63 246 261	2.5
9	DALLAS/FORT WORTH TX, US (DFW)	62 946 401	4.4
10	HONG KONG, HK (HKG)	62 106 838	5.9



CLASSEMENT DES AÉROPORTS SELON LE NOMBRE DE PASSAGERS INTERNATIONAUX (SEPTEMBRE 2013 À SEPTEMBRE 2014)

		Total	Variation (%)
1	DUBAI, AE (DXB)	68 947 950	7.8
2	LONDON, GB (LHR)	67 807 474	2.1
3	HONG KONG, HK (HKG)	61 869 588	6.1
4	PARIS, FR (CDG)	58 077 519	2.9
5	AMSTERDAM, NL (AMS)	54 271 264	4.1
6	SINGAPORE, SG (SIN)	53 252 038	2.0
7	FRANKFURT, DE (FRA)	52 614 735	3.3
8	INCHEON, KR (ICN)	43 507 196	7.8
9	BANGKOK, TH (BKK)	37 016 569	(9.4)
10	ISTANBUL, TR (IST)	36 874 116	11.0

Source : Airports Council International (décembre 2014)

PORTS

Les ports du pays ont également subi des travaux d'extensions. A leurs alentours, zones de libre-échange et terrains industriels se sont rapidement développés.

En 2013, le port de Jebel Ali à Dubaï était le 9^e port de commerce mondial et le 1^{er} du Moyen-Orient de par le trafic de conteneurs en millions d'EVP. A titre de comparaison, celui d'Anvers figurait à la 16^e place.

Le Port Rashid est également situé à Dubaï. A Abu Dhabi, le port Khalifa et sa zone industrielle devraient contribuer à 15 % du PIB non pétrolier de la capitale d'ici 2030 selon les prévisions.

L'émirat de Sharjah est le seul du pays doté d'un port sur chaque côte. Sur la côte est, le terminal de conteneurs Khor Faakan est l'unique port naturel en eau profonde de la région. Il bénéficie d'une position stratégique, proche des voies maritimes est-ouest et en dehors du détroit d'Ormuz.

«Nous franchissons une étape décisive pour assurer notre avenir en construisant un tout nouvel aéroport qui ne va pas seulement nous apporter la capacité dont nous aurons besoin dans les décennies à venir, mais aussi des installations aéroportuaires de pointe qui vont révolutionner l'expérience des passagers».

Paul Griffiths

Directeur général des aéroports de Dubaï (septembre 2014)

CLASSEMENT DES PORTS SELON LE TRAFIC DE CONTENEURS (EN MILLIONS D'EVP)

Rang	Ports	Pays	Trafic (en millions d'EVP)
1	Port de Shanghai	Chine	33,617
2	Port de Singapour	Singapour	32,240
3	Port de Shenzhen	Chine	23,278
4	Port de Hong Kong	Chine	22,352
5	Port de Busan	Corée du Sud	17,686
6	Port de Ningbo-Zhoushan	Chine	17,351
7	Port de Tsingtao (Qingdao)	Chine	15,520
8	Port de Canton (Guangzhou)	Chine	15,309
9	Jebel Ali (Dubaï)	Émirats arabes unis	13,641
10	Port de Tianjin	Chine	13,010

Source : Lloyds - Containerisation International : Top 100 container ports 2014

RAIL

A Dubaï, des extensions du réseau de tram, dont la première ligne a été inaugurée en 2014, et de métro sont à l'agenda. Abu Dhabi projette également d'investir dans les transports urbains.

Un vaste réseau ferroviaire se développe actuellement aux EAU, dédié au transport des personnes et des marchandises. Ce chantier s'inscrit dans le cadre du Gulf Railway, une ligne ferroviaire longeant les côtes occidentales du golfe Persique et impliquant les six états du GCC, de Koweït City à Mascate.

Etiihad Rail, la société d'exploitation et de développement ferroviaire des Emirats Arabes Unis a choisi l'entreprise allemande DB Schenker Rail comme partenaire de la joint-venture. Construit et équipé selon les normes technologiques européennes, il reliera les principaux ports et centres commerciaux à travers plus de 1.200 km de voies. Les travaux se décomposent en trois phases :

- ◆ La première, couvre 264 km et s'étend de Shab à Ruwais et est opérationnelle depuis 2014.
- ◆ La seconde phase, la plus longue (628 km) et la plus coûteuse (11 milliards d'USD) doit connecter au réseau les ports de Mussafah, de Khalifah et de Jebel Ali, ainsi que les villes-frontières avec l'Arabie saoudite et Oman.
- ◆ Enfin, la troisième (279 km), doit prolonger le rail vers les émirats nordiques.

RÉSEAU FERROVIAIRE DES EAU



Source : www.db-international.de

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◆ Matériaux et techniques de construction modernes et « verts »
- ◆ Finitions modernes (ameublement, éclairage, tissus, revêtement de sols, décoration...)
- ◆ Travaux portuaires
- ◆ Aménagements aéroportuaires
- ◆ Expertise ferroviaire
- ◆ ...





4

RÉUSSITES RÉCENTES

BESIX	48
DUI GLOBAL	49
OTN SYSTEMS	50

BESIX

SECTEUR : CONSTRUCTION

BESIX Group est le plus grand nom belge du secteur de la construction. Fondé en 1909, il a connu au cours des années une croissance constante. Il se profile aujourd'hui comme un groupe multiservices via son expertise en construction, mais aussi dans les concessions et les développements immobiliers.

En 2013, BESIX a réalisé un chiffre d'affaires de 2,3 milliards d'EUR. Il emploie environ 18.000 collaborateurs dans 20 pays sur 4 continents.

BESIX SA, sa filiale principale, propose des services dans les différentes étapes des projets de construction. Le groupe est également présent via de nombreuses entités en Europe, en Afrique du Nord et centrale, au Moyen-Orient, en Asie centrale, ainsi qu'en Australie.

BESIX est actif au Moyen-Orient depuis un demi-siècle par l'intermédiaire de Six Construct, filiale à 100 %. QG de Besix pour le golfe Arabique, son siège est situé dans les faubourgs de Dubaï. Son carnet de références aux Emirats arabes unis est impressionnant.

Faisant partie du consortium d'entrepreneurs ayant construit la vertigineuse tour Burj Khalifa de Dubaï (828 m), BESIX s'est vu récompenser de deux prix : le premier pour l'immeuble le plus élevé au Moyen-Orient et en Afrique « 2010 Best Tall Building Middle East & Africa Region », le second pour le bâtiment le plus haut au monde « 2010 Best Tall Building Overall ».

En partenariat avec Axima Servives (groupe Suez Energy), Besix a constitué une joint-venture pour développer des solutions de services concernant le facility management ainsi que la gestion et la maintenance d'installations techniques et énergétiques dans divers bâtiments des EAU (immeubles de bureaux, habitations, universités,

aéroports, centres commerciaux, de sports ou de loisirs...)

Pouvant accueillir 40.000 visiteurs, la mosquée Sheikh Zayed, la plus grande du pays et la 8^e au monde, figure également au palmarès de ses réalisations.

Six Construct s'est associé à plusieurs reprises avec Samsung. Ils ont bâti l'hôpital Cleveland Clinic à Abu Dhabi, sur l'île de Sowwah, projet clé sur porte de 940 millions d'EUR recouvrant 400.000 m² et comprenant 375 chambres, dont des suites royales, et un parking de 200.000 m². Ils étaient également associés pour ériger le siège du fonds souverain ADIA et le Ferrari World.

Six Construct a remporté, en 2011, le projet du centre commercial Yas Mall d'une surface totale 360.000 m², contrat d'une valeur de 416 millions d'EUR. Il a été bâti sur l'île de Yas, sur laquelle le groupe avait déjà conçu une marina bordant le circuit de Formule 1.

A Abu Dhabi toujours, Six Construct a également construit le siège de l'ADNOC (Abu Dhabi National Oil Company), la coupole du majestueux hôtel de luxe Emirates Palace, l'achèvement du pont Sheikh Zayed, le complexe résidentiel Al Gurm et le terminal de l'aéroport destiné au président et aux invités de marque.

www.besix.com

DUI GLOBAL

SECTEUR : AUTOMATISATION

La société Dui Global répond aux problématiques des entreprises dans le domaine de la traçabilité et de l'automatisation, en leur proposant des solutions pour faciliter la gestion de leurs ressources mobiles, comme le personnel, les véhicules et l'outillage. La start-up compte actuellement 20 collaborateurs, dotés de multiples compétences : informatique, production, conception de prototypes et commercial.

Créée par Sébastien Dui, Dui Global possède deux filiales: D39S (lauréate du prix Trends Gazelles 2014 dans la catégorie Starter en Hainaut) et OnRoad Systems, constituées respectivement en 2010 et 2012.

Spécialisée en recherche et développement technologiques, elle conçoit ses produits entièrement en interne, dans son atelier de Jumet. Ils peuvent être adaptés en fonction des demandes spécifiques des clients. La jeune société compte actuellement trois gammes d'articles :

- ◆ Mobitime est une pointeuse mobile permettant d'enregistrer les mouvements du personnel sur chantier. Les données sont trans-

misées au siège de l'entreprise et, selon les lois en vigueur, à l'organisme national en charge de la sécurité sociale, qui peuvent ainsi superviser la présence des ouvriers et des sous-traitants.

- ◆ On Road Pro permet à l'entreprise de se connecter à ses véhicules afin de suivre, en temps réel ou en différé, les itinéraires empruntés et de bénéficier d'autres informations relatives à leur utilisation.
- ◆ ZoneLock, projet en phase de développement, est un système de tracking dédié aux outils et objets présents sur les chantiers.

En pleine expansion, Dui Global ambitionne de donner à ses activités une dimension internationale en misant sur les marchés d'exportation.

Dans cette optique, elle a participé en 2014 à deux salons au Moyen-Orient, l'un à Doha (Project Qatar), l'autre à Dubaï (Big5). L'objectif était de trouver sur place des distributeurs pour ses produits afin d'assurer la prospection commerciale et le suivi client. La délégation est rentrée en Belgique avec deux NDA (non-disclosure agreement) en poche, conclus avec des distributeurs potentiels, l'un au Bahreïn, l'autre aux EAU, avec qui les discussions sont toujours en cours.

Même si aucun contrat de vente concret n'a à ce jour été signé, de nombreux contacts ont été noués aux EAU, preuve de l'intérêt du marché pour les solutions proposées par Dui Global. Plusieurs entreprises ont en outre manifesté leur volonté de tester les produits, dont la société Al Youssouf.

www.duiglobal.com



« L'export est un de nos objectifs à court terme, notamment dans les pays du Golfe. Les deux salons auxquels nous avons participé, respectivement au Qatar et aux Emirats arabes unis, se sont révélés très positifs et confirment qu'un marché existe dans ces pays pour ce type de produits. »

Sarah Schröder

Marketing & Communications Manager
(janvier 2015)

OTN SYSTEMS

SECTEUR : TÉLÉCOMMUNICATIONS

OTN Systems développe et commercialise des produits de réseau destinés au département télécommunications opérationnel des infrastructures les plus importantes, telles que les industries du pétrole et du gaz, l'énergie, les routes (tunnels, ponts, autoroutes...), les métros, les ports, les aéroports et les chemins de fer.

Les systèmes réseau créés par OTN permettent l'intégration et la diffusion de données de différents types (voix, images, informatiques, automatisées, audio, vidéo...) en utilisant la technologie de la fibre optique. La société est le concepteur et le fournisseur de l'OTN (Open Transport Network) et de XTran (eXcellence in TRANsport).

La création de l'entreprise date du 1^{er} juillet 2008, mais son histoire a commencé au début des années 1990 au sein du groupe Siemens. Forte de son expérience, OTN Systems jouit aujourd'hui d'une réputation solide en matière de réseaux de communication.

L'innovation est au cœur de l'entreprise : 30 % des collaborateurs sont employés en recherche et développement. Grâce à un portefeuille de produits unique, une main-d'œuvre hautement qualifiée et un réseau de partenaires à travers le monde, OTN Systems compte des clients issus de plus de 70 pays.

Le développement et l'assemblage des produits sont toujours 100 % belges. Basé à Olen, OTN Systems a également installé des bureaux en Allemagne, aux Etats-Unis, au Brésil, en Colombie, en Indonésie, en Malaisie, en Corée du Sud, en Chine, en Algérie et aux EAU.

Elle a ouvert son bureau émirati en avril 2011, stratégiquement situé au cœur de la Dubai Media City. La société assoit ainsi sa présence dans la région du golfe. Ses références aux EAU sont déjà nombreuses :

- ◆ Abu Dhabi Municipality, Traffic Signals Control Center : Parking Structures
- ◆ ADCO Abu Dhabi Company for Onshore Oil Operations: ASAB 2 Oil Field
- ◆ ADWEA Dubai Electricity & Water Authority : Taweelah Water Pipeline, Shuweihat Water Pipeline, ASTRACO DN1000
- ◆ Al-Zour Gas: Turbine Plant
- ◆ Dolphin Energy Ltd : EGDS Eastern Gas Distribution System
- ◆ Transco : Fujairah Water Pipeline, Habshan pipeline

www.otnsystems.com



"Our regional office in Dubai brings OTN Systems closer to its growing customer base throughout the Gulf region."

Olivier Georis

CEO

—





5 SOURCES



NOS PARTENAIRES

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers
www.awex.be

Bruxelles Invest & Export
www.bruxellesinvestexport.be

Flanders Investment & Trade
www.flandersinvestmentandtrade.be

SPF Affaires étrangères
www.diplomatie.be

SOURCES ÉMIRATIQUES

Portail national
<http://government.ae/en>

Banque centrale des Emirats arabes unis
www.centralbank.ae/en

Bureau national des Statistiques
www.uaestatistics.gov.ae

The National
www.thenational.ae

Emirates24/7
www.emirates247.com

UAEinteract
www.uaeinteract.com

Federal Water & Electricity Authority
www.fewa.gov.ae/index_en.html

SOURCES INTERNATIONALES

Organisation mondiale du Commerce
www.wto.org

Fonds monétaire international
www.imf.org

Organisation de coopération et de développement économiques
www.oecd.org

Banque mondiale
www.worldbank.org

Forum économique mondial
www.weforum.org

Groupe Credendo
www.credendogroup.com

Commission européenne
<http://ec.europa.eu>

International Trade Center
www.intracen.org

The Economist Intelligence Unit
www.eiu.com

Central Intelligence Agency
www.cia.gov

KPMG
www.kpmg.com

Ernst & Young
www.ey.com

Reuters
www.reuters.com

Bloomberg
www.bloomberg.com

Forbes
www.forbes.com

Zawya
www.zawya.com

Gulf News
www.gulfnews.com

Oil and Gas Journal
www.ogj.com

Airports Council International
www.aci.aero

World Nuclear Association
www.world-nuclear.org

US Energy Information Administration
www.eia.gov

US Commercial Service
www.trade.gov/cs

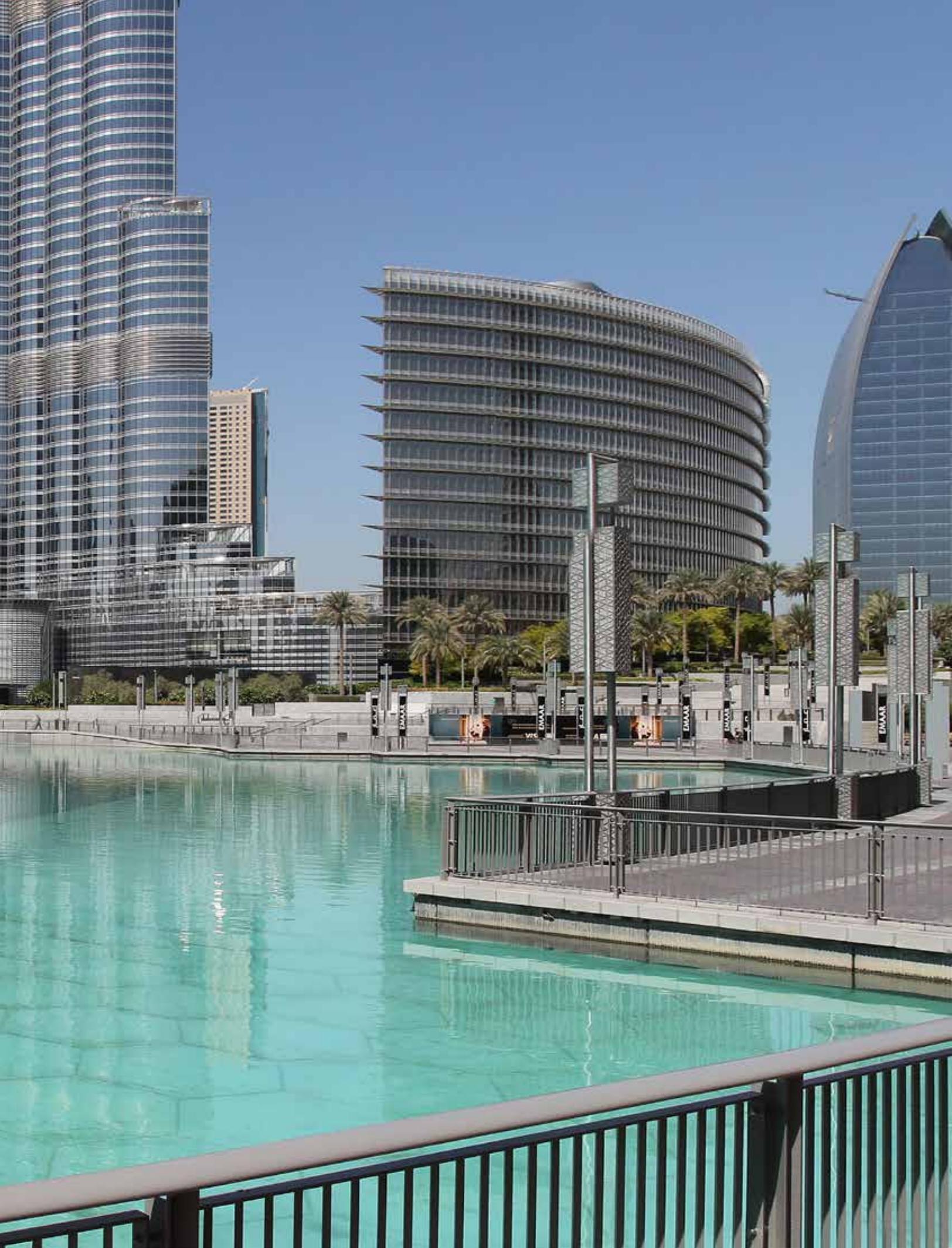
UK Trade & Investment
[www.gov.uk/government/organisations/
uk-trade-investment](http://www.gov.uk/government/organisations/uk-trade-investment)

Ministère néerlandais des affaires économiques
www.agentschapnl.nl

Ambassade des Pays-Bas à Abu Dhabi
www.vae.nlabassade.org

Les Echos
www.lesechos.fr







agence pour le
commerce extérieur

Agence pour le Commerce extérieur

Rue Montoyer 3
1000 Bruxelles
☎+32 2 206 35 11
www.abh-ace.be



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

Place Saintelette, 2
1080 Bruxelles
☎+32 2 421 82 11
www.awex.be



invest-export.brussels

Bruxelles Invest & Export

Avenue Louise 500, boîte 4
1050 Bruxelles
☎+32 2 800 40 00
www.bruxellesinvestexport.be



FLANDERS
INVESTMENT &
TRADE

Flanders Investment & Trade

Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles
☎+32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.com

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : FÉVRIER 2015

EDITEUR : MARC BOGAERTS

AUTEURS : ANNEKE LEYSEN & NICOLAS PREILLON

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION (www.cible.be)

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE
POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : WWW.ABH-ACE.BE.

REPRODUCTION AUTORISÉE MOYENNANT MENTION DE LA SOURCE.



agence pour le
commerce extérieur